



**Le rôle de l'Allemagne et son influence en Perse et
en Iran au cours du XXe siècle**

**Les raisons de l'engagement allemand actuel dans
l'ancienne région de Perse sur fond d'analyse historique**

**Mémoire de géopolitique
du Lieutenant-Colonel Torsten GLOCKZIN
dans le cadre du séminaire**

« Le Proche et Moyen-Orient »

Directeur : Monsieur François THUAL

Avril 2007

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le rôle de l'Allemagne et son influence en Perse et en Iran au cours du XXe siècle - Les raisons de l'engagement allemand actuel dans l'ancienne région de Perse sur fond d'analyse historique
2. 2007_mémoire_geop_rôle_Allemagne_Perse_Iran_Glockzin
3. Lieutenant-Colonel, armée de terre, GLOCKZIN, Torsten, Allemagne
4. 6 mars 2007
5. Division A – groupe A2
6. Mémoire de géopolitique
7. La politique étrangère proche-orientale, à commencer par Bismarck jusqu'à Hitler en passant par l'empereur Guillaume II et au-delà, de l'ère d'Adenauer jusqu'au chancelier Kohl, fait curieusement apparaître des constantes par rapport à l'Iran. La Perse – appelée l'Iran depuis 1935 – s'est toujours efforcée d'exercer une hégémonie régionale au Proche- et Moyen-Orient. Ayant évolué au cours de l'histoire, sa position est restée longtemps en deçà de ses ambitions. Après le choc pétrolier, la société iranienne, mais aussi et surtout l'économie iranienne, ont pris un énorme essor grâce au pétrole. "Le dialogue critique" basé essentiellement sur une coopération économique revêt une importance significative depuis le milieu des années soixante-dix. Les actuelles possibilités de l'Allemagne d'influer sur l'Iran sont particulièrement intéressantes en raison essentiellement de leur contexte historique.
8. Moyen-Orient, Allemagne, Perse, Iran, dialogue critique, réunification, Adenauer, Kohl

Le rôle de l'Allemagne et son influence en Perse et en Iran au cours du XXe siècle

Les raisons de l'engagement allemand actuel dans l'ancienne région de Perse sur fond d'analyse historique

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : L'INFLUENCE ALLEMANDE APRES L'ERE DE BISMARCK JUSQU'A LA DEFAITE DU TROISIEME REICH

La politique étrangère de Bismarck et son héritage politique
L'Empire allemand du début du XXe siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale
La République de Weimar
Le Troisième Reich jusqu'en 1945

DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE ETRANGERE IRANIENNE DE L'ALLEMAGNE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET JUSQU'A LA REUNIFICATION

La réorientation de la politique étrangère allemande après la fin de la guerre et l'influence exercée par Adenauer
La guerre froide, la souveraineté limitée et la naissance du "dialogue critique"
La réunification, le nouveau rôle international ainsi que le « dialogue critique » sous le chancelier Kohl
La politique étrangère de la République démocratique allemande

TROISIEME PARTIE: LA SITUATION ACTUELLE DE L'IRAN ILLUSTREE PAR DES ASPECTS CHOISIS

Les relations de l'Iran avec l'Irak et la Turquie
Le rôle spécifique de l'Afghanistan
Les relations économiques réciproques entre l'Allemagne et l'Iran

INTRODUCTION

„Un pouvoir projeté de l'extérieur dans la région est "brisé" par la dynamique du système régional et sous-régional".¹

Dès 1957 le professeur Leonard Bender, enseignant aujourd'hui à l'université de Californie, faisait état à propos du Moyen-Orient d'un sous-système global propre qui, s'il ne rendait pas impossible l'influence extérieure sur la région, en limitait au moins la portée et surtout obéissait à ses propres règles.

Au cours du XXe siècle, sous diverses formes et avec une intensité variable, on a tenté de l'extérieur, d'influer sur le Proche- et le Moyen-Orient. Il convient de prendre aussi en considération la politique étrangère de l'Allemagne à cette époque vis-à-vis d'autres acteurs. Les possibilités d'influence indirecte, par l'intermédiaire ou en accord avec d'autres États, dans cette région sensible et culturellement parfois étrangère pour nous, revêtent une importance particulière.

Une observation attentive des capacités d'influence de l'Allemagne, compte tenu de sa dimension historique particulière, semble judicieuse, non seulement dans la perspective du débat actuel relatif aux efforts déployés par l'Iran pour utiliser l'énergie nucléaire, probablement aussi à des fins militaires, mais bien davantage en raison de la dimension géopolitique de même que de la situation géostratégique de l'Iran.

Les aspirations hégémoniques de l'Iran dans la région d'une part, mais aussi la présence d'États occidentaux dans l'environnement de l'Iran et les implications en résultant qui expliquent l'action iranienne d'autre part ne peuvent être analysées sans tenir aussi compte de la dimension historique.

Le présent mémoire sera focalisé sur la politique étrangère de l'Allemagne au cours des différentes époques du XXe siècle.

Il sera analysé quels acteurs poursuivaient quels objectifs et pour quelles raisons, et pourquoi ils ont agi, où et comment. Dans une perspective plus large, se pose la question des alliances, voire des opposants. Il ne s'agit donc pas tant de la question du "vrai" ou du "faux", mais davantage d'une analyse structurée du "pourquoi".

Nous essayerons d'identifier, dans la mesure où on peut les dégager, les constantes éventuelles, mais aussi les intermittences de la politique étrangère de l'Allemagne. En outre, il sera étudié le rôle que l'Allemagne peut ou peut-être d'ailleurs doit jouer vis-à-vis de l'Iran.

Je tiens à souligner que le sujet des relations historiques que l'Allemagne entretient avec l'Iran n'est pas au centre des recherches scientifiques. Ainsi, on ne peut éviter d'aborder, à l'intérieur de certaines périodes, quelques événements particuliers n'appartenant pas au seul Iran d'aujourd'hui² et d'en tirer des conclusions générales.

¹ Leonard Binder, *The Middle East as a Subordinate International System*, dans : *World Politics*, Tome 10 (1957/58), p. 412.

² Cf. annexe 1.

Reste encore à souligner que le présent mémoire ne représente pas la position officielle du gouvernement allemand, ni le point de vue officiel du ministère fédéral des Affaires étrangères ou du ministère fédéral de la Défense.

La présente analyse est le résultat de mon appréciation subjective et de l'exploitation des sources officiellement accessibles. L'état d'avancement remonte au 01.03.2007.

PREMIERE PARTIE : L'INFLUENCE ALLEMANDE APRES L'ERE DE BISMARCK JUSQU'A LA DEFAITE DU TROISIEME REICH

«Mais des interprétations de problèmes qui s'inscrivent dans le cadre politico-historique, généralement un "trop d'histoire", peuvent avoir des conséquences négatives sur la présence d'esprit des contemporains et par là même les empêcher justement de comprendre les nécessités qui caractérisent l'action dans la liberté.»³

L'histoire de l'Allemagne est caractérisée au cours du XXe siècle par un grand nombre d'événements différents. La Première, puis la Seconde Guerre mondiale ainsi que la réunification ont certainement été décisives. En matière de politique étrangère, l'Allemagne agit aujourd'hui toujours avec cet héritage historique pour toile de fond.

Le danger d'un "trop d'histoire" évoqué dans la citation ci-dessus mentionnée – quelque justifié qu'il puisse être du point de vue d'un politologue – ne doit pas avoir pour conséquence de priver toute action d'un gouvernement allemand à l'époque actuelle de sa dimension historique.

1.1 La politique étrangère de Bismarck et son héritage politique

"Aussi longtemps que je serai chancelier de Prusse (Reichskanzler), nous ne mènerons pas de politique coloniale. Nous avons une flotte qui n'est pas en état d'appareiller et nous ne devons pas avoir de points névralgiques dans des contrées éloignées qui pourraient devenir la proie des Français à la première occasion."⁴

Après la guerre franco-allemande de 1870/1871, Bismarck est devenu chancelier du nouvel Empire allemand. De surcroît, il prit la fonction de ministre des Affaires étrangères. Le roi de Prusse, Guillaume Ier, se fit proclamer empereur allemand mais exerça son action politique de manière plutôt passive. Même si la politique menée par Bismarck ne lui convenait pas toujours, il le laissa agir et légitima son action politique. Lors de sa prise de fonction, Bismarck se trouva confronté à la situation suivante en matière de politique étrangère :

- Le renforcement de l'Allemagne au travers de la fondation de l'Empire allemand signifiait une modification des rapports de forces européens.⁵

³ PAPCKE Sven, *Zur Neuorientierung deutscher Aussenpolitik*, (De la réorientation de la politique étrangère de l'Allemagne) dans : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, Édition B12/98, 1998, Bonn, p. 4.

⁴ Cf. GALL, Lothar : *Bismarck – Der weise Revolutionär* (Bismarck, le révolutionnaire avisé), 1980, Édition Ullstein.

⁵ Cf. HAFFNER Sebastian, *ibid.*, p. 55.

- Les autres grandes puissances craignaient la perte de l'indépendance dont elles jouissaient jusqu'alors l'Allemagne se sentait menacée en raison de sa position géographique centrale.
- Le danger d'une guerre sur plusieurs fronts se profilait.

Bismarck considérait la France comme un danger possible en et pour l'Europe en raison des sentiments revanchards qui l'animaient depuis la guerre franco-allemande.

En Asie, un antagonisme de politique mondiale voyait le jour entre la Russie et la Grande-Bretagne. Dans les Balkans, il y avait des tensions entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. À cela s'ajoutait la faiblesse de l'Empire ottoman.

Aussi l'objectif prioritaire de Bismarck en matière de politique étrangère était-il d'assurer la paix en Europe. Ceci lui réussit par une politique d'alliances complexe. Le chancelier déclara l'Empire allemand "saturé", c'est-à-dire non expansionniste⁶.

Bismarck voulait ainsi conserver le statu quo en Europe et donc éviter toute confrontation avec les États voisins. L'isolation de la France était pratiquement le véritable objectif de toutes les alliances. La citation de Bismarck faite plus haut montre clairement son opinion, y compris en matière de colonialisme. Il rejeta très vite l'idée, notamment pour des considérations de coûts et d'efficacité, de rendre vulnérable politiquement mais aussi militairement l'Empire allemand par une kyrielle de colonies. Toutefois, il changea d'avis à propos des colonies et ceci pour des raisons de politique étrangère et intérieure, mais aussi économiques.

En matière de **politique étrangère**, cela reposait sur la réputation du "nouvel" Empire allemand. Par l'unification de l'Allemagne en 1870/1871, la conscience nationale des Allemands s'était considérablement accrue. L'Allemagne pouvait désormais suivre économiquement le rythme des autres pays européens. En comparaison des autres puissances économiques, il ne lui manquait plus que des colonies. Pour être une grande puissance, il fallait avoir des colonies. L'économiste français Pierre-Paul Leroy-Beaulieu l'exprimait en ces termes : "La plus grande nation du monde est celle qui colonise le plus ; si elle ne l'est pas aujourd'hui, elle le sera demain." ⁷

Bismarck s'intéressait bien davantage à la satisfaction des intérêts nationaux à l'intérieur de l'Empire. La volonté de devenir une grande puissance restait secondaire pour lui.

Les arguments principaux des partisans d'une politique coloniale se référaient toutefois à la **politique intérieure**.

L'avantage majeur des colonies était pour eux "l'exportation de la question sociale". L'industrialisation de l'Allemagne n'avait pas seulement entraîné la naissance d'un grand "prolétariat ouvrier" qui représentait un danger pour le système étatique en place, mais l'amélioration des soins hygiéniques

⁶ Cf. Presse- und Informationszentrum des Deutschen Bundestages, *Fragen an die deutsche Geschichte* (Centre de presse et d'information du Bundestag, *Questions à l'histoire allemande*), Bonn, 1983, p. 226 et suivantes.

⁷ Cf. HAUKE, Haien : La crise de la politique coloniale allemande. Les grandes révoltes dans le sud-ouest africain allemand et l'est africain allemand 1904-1907, en ligne sur internet : URL : <http://members.aol.com/haukehain> Die Krise der deutschen Kolonialpolitik Die grossen Aufstände in Deutsch-Südwestafrika und Deutsch-Ostafrika 1904-07, Online im Internet.

et médicaux avait aussi induit une croissance rapide de la population. On espérait désamorcer le problème par des territoires d'outre-mer.

L'autre raison pour l'attitude plus conciliante de Bismarck était son aversion pour les sociaux-démocrates. Une atmosphère pro-coloniale régnant aussi au sein de la population, Bismarck espérait que sa politique coloniale conforterait les nationaux-libéraux, *apôtres* par excellence du colonialisme, et affaiblirait ainsi les sociaux-démocrates.

Finalement, Bismarck voulait détourner l'attention de la population vers l'extérieur, afin de limiter le risque d'une révolution. Là aussi il instrumentalisa les velléités coloniales. Il conforta sa position et fit la démonstration de la puissance de l'Allemagne vers l'extérieur – en particulier en direction des mouvements ouvriers en Angleterre et vis-à-vis de son ennemi juré – la France.

La raison principale en matière de **politique économique** résidait dans son inquiétude à propos du commerce extérieur. Les puissances coloniales avaient érigé un protectionnisme autour de leurs zones d'influence et limitaient ainsi le commerce libre, ce qui désavantageait l'Allemagne.

En 1884, Bismarck approuva la politique coloniale de l'Allemagne, dont il souhaitait faire usage au profit de ses objectifs de politique *intérieure et étrangère*. La lutte contre la social-démocratie et le maintien du statu quo en Europe devaient rester les objectifs principaux de sa politique. Par ailleurs, Bismarck savait toujours rester sur la défensive en matière de politique étrangère⁸.

Si le profit économique tiré des colonies allemandes était limité, les conséquences de la participation allemande à la course impérialiste aux colonies ont revêtu une importance majeure. Tout comme la Prusse dans la guerre contre l'Autriche avait acquis le statut de grande puissance allemande et l'Allemagne dans la guerre menée contre la France celui de grande puissance européenne, l'Empire allemand était censé atteindre une "renommée mondiale" dans le conflit qui l'opposait à l'Angleterre en matière de politique coloniale.

La perception qu'a Bismarck de la politique comme trame globale de relations entre les nécessités de la politique intérieure (surtout sur le court terme) et les alliances en politique étrangère (stratégiques et portant donc sur le long terme) se révèle a posteriori d'un pragmatisme et d'un réalisme étonnants. Aussi cette phase de l'histoire allemande revêt-elle une signification singulière dans le sujet que nous abordons.

Cette politique étrangère qualifiée de „à la Bismarck“⁹ a été et reste caractérisée par une analyse objective et bien étayée de la situation propre de l'Allemagne.

Sur cette base, plutôt que la confrontation c'est l'arrangement qu'on recherchait et l'influence internationale gagnait en importance.

Il importe de reconsidérer les différentes époques du XXe siècle à la lumière de ce contexte pour analyser la politique étrangère actuelle de l'Allemagne.

⁸ Le recours officiel au terme de "protectorats" plutôt que "colonies" est exemplaire de la volonté de souligner le caractère passif du concept de fond.

⁹ HACKE Christian, Mehr Bismarck, weniger Habermas – ein neuer Realismus in der deutschen Aussenpolitik ? (Davantage de Bismarck et moins de Habermas – un nouveau réalisme dans la politique étrangère allemande ?), dans : Internationale Politik, Édition juin 2006, p. 8.

1.2 L'Empire allemand du début du XXe siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale

La politique orientale de l'Empire allemand, menée de manière plutôt réservée par le chancelier du Reich Otto von Bismarck, changea de nature sous le gouvernement de l'empereur Guillaume II.

Après la prise du pouvoir, sa devise fut beaucoup plus offensive. C'est une toute autre devise que l'on s'est désormais fixée : "*La politique mondiale pour devoir, la puissance mondiale pour objectif, la flotte comme instrument*".¹⁰

Sous Guillaume II, les colonies furent considérées comme des bases militaires, pour la défense desquelles un réarmement massif de la flotte allemande s'imposait. En raison de cette "ambition de reconnaissance mondiale"¹¹, la politique de la flotte de Guillaume II encouragea toutefois la conclusion de "l'Entente cordiale" entre la Grande-Bretagne et la France.

L'aspiration visant à faire une "place au soleil" à l'Allemagne¹² rapprocha davantage encore l'Empire ottoman au centre de la politique économique et étrangère allemande. Hormis les intérêts économiques, des raisons psychologiques, politiques et stratégiques ont été aussi déterminantes pour l'engagement allemand. Sa position géostratégique permettait d'exercer une pression sur la Russie (détroits, Caucase) ainsi que sur la Grande-Bretagne (golfe Persique, canal de Suez). Elles avaient toutes deux tenté, dès le milieu du XIXe siècle, de prendre pied dans l'Empire ottoman.

Vers la fin du XIXe siècle, la Grande-Bretagne tenta d'instaurer un califat arabe ; la naissance de sentiments nationalistes arabes menaçait l'hégémonie ottomane dans la région.

Abdul Hamid II contra l'influence grandissante de la Grande-Bretagne et de la France au Proche-Orient en favorisant le contre-poids que constituait l'engagement allemand dans l'Empire ottoman (par exemple par le "Bagdadbahn-Projekt" - projet de chemin de fer de Bagdad).

Le Bagdadbahn¹³ allait grandement dans le sens des intérêts de nombreux États européens. La réalisation d'un réseau de voies ferrées dans l'Empire ottoman, qui n'était pas en mesure de le construire seul vers la fin du XIXe siècle, devait permettre à l'empereur Guillaume II d'accroître son influence dans la région tant au niveau économique que politique.

Il lui importait de séparer les zones d'intérêts de la Russie de celles de l'Angleterre et d'y opposer un contre-poids en créant sa propre sphère d'influence économique.¹⁴

¹⁰ Cf. Presse- und Informationszentrum des Deutschen Bundestages, *Fragen an die deutsche Geschichte* (Centre de Presse et d'information du Bundestag, *Questions à l'histoire allemande*), Bonn, 1983, p. 226 et suivantes.

¹¹ Cf. HAFFNER, Sebastian, *ibid.*, p. 80.

¹² Cf. Presse- und Informationszentrum des Deutschen Bundestages, *Fragen an die deutsche Geschichte* (Centre de Presse et d'information du Bundestag, *Questions à l'histoire allemande*), Bonn, 1983, p. 224.

¹³ C'est le 27 juillet 1903 que débuta la construction du chemin de fer de Bagdad. Les travaux réalisés sous une importante participation d'entreprises allemandes devaient durer 10 ans et le réseau compter 2 400 km. La construction fit de nombreux morts, notamment des travailleurs forcés arméniens. Plus de 35 000 ouvriers étaient périodiquement employés en même temps.

¹⁴ Cf. HAFFNER Sebastian, *ibid.*, p. 100.

Pendant la guerre, l'Allemagne utilisa les tronçons achevés comme voies de ravitaillement. En 1918, 2 000 kilomètres environ sont déjà achevés. Par la proclamation de la République turque, le train traversait 3 États. Le 15 juillet 1940, un train relia pour la première fois Istanbul à Bagdad. Des années plus tard, le réseau a été prolongé jusqu'à Bassorah de sorte qu'à partir de ce moment-là, le Bosphore et le golfe Persique étaient directement reliés.

Là aussi s'exprime la volonté de se voir reconnaître un statut de puissance mondiale, psychologiquement en matière de politique intérieure comme politiquement en matière de politique étrangère. Que cette politique n'ait pas été seulement porteuse d'avantages stratégiques et économiques, mais ait aussi eu de lourdes conséquences en matière de politique étrangère, se traduit dans l'antagonisme germano-britannique de plus en plus grand au travers de la construction du chemin de fer de Bagdad. Simultanément aux activités mentionnées ci-avant, les militaires allemands intensifièrent la coopération militaire, amorcée prudemment à l'époque de Bismarck, et visant à moderniser l'armée ottomane. Mais, le renforcement de la mission militaire allemande – en 1913, 70 officiers impériaux occupaient des fonctions dirigeantes dans l'Empire ottoman – a aussi conduit simultanément à des tensions sur le plan de la politique étrangère avec la Russie.

Malgré l'étroitesse des relations entretenues avec l'Allemagne, l'Empire ottoman n'entra pas en guerre immédiatement aux côtés des puissances moyennes en août 1914, mais commença par examiner les possibilités d'une alliance avec les États de l'Entente. Les pour-parlers avec la France et la Russie s'étant révélés vains, le gouvernement ottoman de Enver Pasha proposa une alliance de défense à l'Allemagne fin juillet 1914.

L'Empire ottoman craignait d'être morcelé par les vainqueurs à la fin de la guerre en cas de neutralité. Les leaders politiques et les militaires allemands considéraient, malgré la réorganisation amorcée, l'efficacité des forces armées ottomanes comme étant relativement faible. Par opposition, la lourde charge militaire incombant à l'armée allemande compte tenu de l'insuffisance des capacités industrielles ottomanes était considérée comme excessivement élevée. Néanmoins, l'Empire allemand conclut une alliance de défense avec l'Empire ottoman le 2 août.

Déterminante pour la décision préconisée par Guillaume II fut, parallèlement à la situation géostratégique, surtout la possibilité de provoquer, au travers de l'influence religieuse du sultan ottoman en tant que calife, une insurrection des musulmans dans les possessions russes et britanniques. Les provinces arabes de l'Empire furent le théâtre d'opérations entre les armées ottomanes et franco-britanniques.

Après des sommations allemandes répétées, l'Empire ottoman entra en guerre fin octobre 1914 aux côtés de l'Empire allemand et de l'Autriche-Hongrie suite à une attaque maritime lancée contre les ports russes de la mer Noire.

Le diplomate allemand Wilhelm Wassmuss, vice-consul de Bushehr en Perse depuis 1909, est étroitement lié aux combats menés contre les Britanniques. En 1913, il est envoyé à Bushehr à nouveau, mais cette fois-ci en tant que consul allemand. En 1914, il devait être muté au Caire à l'ambassade d'Allemagne. Mais, pendant le déplacement qui l'y menait, la Première Guerre mondiale éclata. Wassmuss se hâta de rejoindre Berlin pour y mettre ses connaissances de la Perse à

disposition. Après l'entrée en guerre de l'Empire ottoman aux côtés des puissances moyennes, Wassmuss devint le chef de l'expédition germano-ottomane en Afghanistan (Expédition Niedermayer-Hentig). Dans le sud de la Perse, il organisa la résistance des Tangsir, Kashgai et celle d'autres tribus face aux troupes britanniques qui avaient envahi la Perse restée neutre.

Deux expéditions allemandes parviennent à soulever des tribus iraniennes contre les Britanniques. Ces opérations de petite envergure obligent toutefois les Britanniques à mobiliser des milliers d'hommes pour tenter de les neutraliser. Les opérations de Wassmuss lui ont valu le surnom de "Lawrence d'Arabie allemand".

L'armée de terre ottomane essaya dans un premier temps de battre l'armée anglaise en Égypte. Mais, au cours de la guerre, les armées anglaises progressèrent pourtant jusqu'en Palestine. En 1918, la Syrie et l'Irak étaient dans des mains alliées. La défaite des puissances moyennes signa la fin de l'Empire ottoman. Ses provinces arabes furent alors réparties entre la Grande-Bretagne et la France¹⁵.

Finalement, on doit constater que le début de la guerre en 1914 a brusquement interrompu les activités allemandes jusque là conséquentes, ce à quoi l'engagement militaire massif de l'Empire allemand au Proche-Orient aux côtés de l'Empire ottoman n'a pas changé grand-chose.

La tentative d'instrumentaliser l'Empire ottoman à des fins stratégiques avait échoué et les manœuvres, essentiellement face à l'Angleterre, mais aussi face à la France, tournèrent à la confrontation.

1.3 La République de Weimar

La défaite de 1918 apporta alors une refonte complète de la donne politique, tant pour l'Allemagne que pour le Proche-Orient. Conséquence de la Première Guerre mondiale, la République de Weimar dut faire face dès sa mise en place à une panoplie de problèmes en matière de politique intérieure et de politique étrangère, ce qui ne laissait que peu de latitude aux relations avec une région avec laquelle on n'entretenait *plus* de relations étroites.

Les États du Proche-Orient étaient géographiquement éloignés, les investissements à l'étranger et les concessions allemandes étaient perdus, et le principal allié d'alors, l'Empire ottoman, n'existait plus.

La configuration du Proche-Orient s'était-elle aussi radicalement modifiée et les possibilités d'en tenir correctement compte en matière de politique étrangère furent dans un premier temps limitées. Tout comme en Turquie sous la présidence de Mustafa Kemal Atatürk, commença en Perse, qui s'appellera l'Iran à partir de 1935, dès la prise du pouvoir par Reza Pahlavi, shah depuis 1925, une ère de réformes autoritaires pendant laquelle l'influence de Londres au travers de la Anglo-Iranian Oil Company restera considérable.

Pour le shah, la nouvelle Turquie d'Atatürk incarnait *le* quasi-prototype de "son" Iran. La Turquie n'était pas occupée par des puissances extérieures (forte expression du sentiment national), elle était

¹⁵ Cf. annexe 2 pour une présentation graphique succincte des combats au Proche-Orient.

laïque et représentait ainsi une société ouverte et moderne se trouvant sur le chemin de la modernisation industrielle et ainsi à l'aube d'une prospérité économique.

Avec la mise en place du plan Dawes en 1924 et l'évacuation de la Ruhr, les conditions-cadres économiques s'améliorèrent toutefois rapidement en Allemagne, ce qui se fit sentir aussi généralement par l'intensification des relations économiques avec le Proche-Orient.

Compte tenu de la domination manifeste de la France et surtout de la Grande-Bretagne, les efforts de politique étrangère menés par l'ennemi vaincu se voyaient toutefois cantonnés dans d'étroites limites. Ainsi débuta, après une phase transitoire dès les années vingt, une nouvelle ère de la politique allemande au Proche-Orient dont l'évolution se poursuivit même au-delà de 1933.

Le concept de base de cette politique était relativement simple - compte tenu de la situation de vaincu : L'objectif premier de la politique étrangère de l'Allemagne restait le réexamen de sa situation en Europe, lequel ne pouvait se faire ni avec ni contre l'Angleterre et la France. On ne pouvait risquer de mécontenter l'Angleterre par une politique proche-orientale allemande peut-être trop offensive ou pouvant même déboucher sur une nouvelle confrontation.

Les objectifs véritables de l'Allemagne au Proche-Orient se limitaient d'abord à une prudente reprise des relations commerciales qui permettraient d'aller ultérieurement de pair avec des contacts politiques satisfaisants. Parallèlement à l'élargissement des institutions étatiques, se développa au cours des années vingt, mais aussi des années trente toute une série d'organisations privées.¹⁶

L'Allemagne fournit à la Perse des produits de haute technologie et s'assura ainsi un droit de participation ou pour le moins une influence importante vis-à-vis des questions-clés.

C'est ainsi que prit forme une constellation qui allait déterminer pendant des décennies les relations qu'entreprendrait l'Allemagne avec les États du Proche-Orient.

D'une part l'intérêt de l'Allemagne consistait, par l'accroissement de ses exportations, à encourager son propre développement économique et à créer ainsi de nouveaux emplois au niveau national. D'autre part, l'Iran accusant un retard manifeste dans son développement industriel recherchait ardemment des partenaires pour satisfaire à son besoin de modernisation.¹⁷

Vers la fin de la République de Weimar, l'orientation de la politique proche-orientale allemande visant à l'expansion économique a été confortée à nouveau par la crise économique mondiale, chaque gain réalisé par l'économie d'exportation signifiant une bouffée d'oxygène face aux conditions difficiles régnant en Allemagne. Au cours de cette phase, la coopération est d'ordre purement économique.

1.4 Le Troisième Reich jusqu'en 1945

La donne de politique étrangère définie au début du chapitre 1.3 ne se modifia pas de prime abord avec "le changement de pouvoir" de l'année 1933. Les possibilités politiques et économiques des

¹⁶ Entre autres, la Société germano-perse, la Chambre de commerce germano-iranienne ou aussi l'Association allemande d'Orient, qui éditait son propre journal *Orient-Nachrichten* (Les nouvelles d'Orient).

¹⁷ Cf. annexe 3.

Allemands d'une politique proche-orientale active restaient fort éloignées de celles qui avaient prévalu jusqu'au commencement de la guerre en 1914.

Aussi leur intérêt resta-t-il d'abord limité. Mais, on reconnut rapidement l'importance, notamment stratégique, de la région, non seulement en raison de l'importance toujours grandissante des produits pétroliers pour l'industrie et spécialement l'industrie de l'armement, mais surtout à cause des réserves de nickel, de cuivre et de plomb. Il convient cependant de constater qu'Hitler ne manifesta pas dans un premier temps un grand intérêt pour le Proche-Orient. Dans son "programme", cette région ne jouait aucun rôle, entre autres probablement aussi parce qu'on ne souhaitait pas continuer à indisposer l'Angleterre compte tenu de sa domination sur le continent européen.

Jusqu'en 1939, la domination de la Grande-Bretagne sur le Proche-Orient ne fut remise en question à aucun moment. A titre d'exemple, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères explique à cet égard en décembre 1921 : *"La situation politique en Europe nous impose d'éviter toute déclaration ou toute action qui nous opposerait aux puissances occidentales. Ceci ne s'applique pas seulement à l'Europe, mais aussi en particulier à la Perse et aux pays d'Orient en général, où l'Angleterre est très attentive aux mouvements et au comportement que certaines puissances prennent aux travers des peuples mahométans et fait preuve à notre égard d'une défiance héritée de la guerre"*.¹⁸ On acceptait du côté allemand le statu quo respecté sur place, on se gardait bien de toute prise de position positive vis-à-vis des revendications arabes en matière d'autodétermination et on soutenait d'ailleurs les plans sionistes visant à la création d'une patrie des Juifs en Palestine.

L'objectif déclaré du régime national-socialiste était pourtant bien de limiter l'influence soviétique et britannique sur la région.

Les préparatifs de guerre, d'abord menés secrètement, allaient de pair avec la quête d'une autarcie économique. On "travaillait" d'abord dans cette région les pays détenteurs de richesses naturelles qui présentaient le plus gros potentiel de développement afin de les rendre réceptifs à la livraison de matières premières en échange de transfert de technologies. Ceci concerna en premier lieu la Turquie, puis aussi, mais dans une autre dimension, l'Iran.

"Les relations pouvaient à peine être meilleures et le commerce fleurissait."¹⁹ C'est en ces termes que le diplomate allemand Helmut Allardt décrivait en 1939 les relations germano-iraniennes. La mise en exploitation d'une ligne aérienne entre Berlin et Téhéran n'est pas à elle seule citée comme exemple pour démontrer la qualité de ces relations.

Il me semble autrement plus symbolique que, au début de la guerre – les relations diplomatiques de l'Allemagne avec l'Irak étaient rompues – les deux côtés aient d'un commun accord chargé la légation iranienne à Bagdad de représenter les intérêts allemands.

¹⁸ Cf. aussi BERGGÖTZ Sven Olaf, *Nahostpolitik in der Ära Adenauer – Möglichkeiten und Grenzen (Politique proche-orientale à l'ère Adenauer – Possibilités et limites) 1949 – 1963*, Düsseldorf, 1998, p. 36 et suivantes.

¹⁹ Cf. BERGGÖTZ Sven Olaf, *ibid.*, p. 39.

Ce n'est toutefois qu'à la fin des années trente que l'Iran est devenu (derrière la Turquie et l'Égypte) le troisième partenaire économique du Troisième Reich²⁰.

Il y a deux raisons majeures à cette intensification tardive des relations économiques : Premièrement, la modernisation de l'Iran n'a commencé qu'avec la prise du pouvoir par le Shah Reza Pahlavi et, deuxièmement et surtout, les gisements de pétrole tant convoités étaient sous le contrôle de la Anglo-Iranian Oil Company.

Le développement des relations reposait non seulement sur la circulation des marchandises mais était aussi motivé politiquement. Le Shah avait nationalisé des entreprises et intensifié ses contrôles coercitifs sur les secteurs-clés de l'industrie de même qu'il instauré un monopole sur le commerce extérieur. Des ingénieurs allemands participaient à la construction des structures iraniennes et les deux postes de directeurs de la Banque nationale iranienne étaient occupés par des Allemands. On était ainsi parvenu, par des voies détournées à poser, en partie du moins, des limites à l'influence britannique.

L'un dans l'autre, il faut constater que, malgré une ambiance généralement assez germanophile, les faiblesses fondamentales des relations entre Berlin et le Proche-Orient ne purent être occultées au début de la guerre.

Même si, compte tenu de la situation consécutive à la Première Guerre mondiale, l'évolution des relations avaient en soi été couronnées de succès, il est évident que Berlin avait accordé trop peu d'attention à l'Iran. C'est surtout l'immense influence de l'Angleterre et sa très traditionnelle présence dans la région qui constitue la raison de cet échec.

En 1941, les forces britanniques et russes créèrent un précédent en se livrant à une invasion préemptive de l'Iran. Le Shah, bien intentionné à l'égard du régime de Berlin, fut envoyé en exil et le projet allemand d'instaurer une zone d'influence propre où elle aurait un accès illimité aux ressources fut réduit à néant.

DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE ETRANGERE IRANIENNE DE L'ALLEMAGNE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET JUSQU'A LA REUNIFICATION

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, la rupture a affecté tous les domaines de la politique allemande, à l'ouest comme à l'est, et a été totale. En République fédérale d'Allemagne, aucune évolution ne pouvait s'accomplir sans entretien préalable ou sans l'accord des puissances occupantes. On pourrait même exagérer en disant que toute réflexion en matière de politique étrangère ouest-allemande était interdite.

Force est d'ailleurs de constater que les efforts déployés dans les années d'après-guerre pour remettre en marche le commerce extérieur ouest-allemand constituent aussi la première bataille victorieuse d'une authentique politique étrangère ouest-allemande.²¹

²⁰ Cf. annexe 3.

²¹ Cf. BERGGÖTZ Sven Olaf, *ibid.*, p. 49.

Au cours des quatre années de l'occupation de l'Allemagne entre 1945 et 1949, se dessina toute une série de tendances qui devaient être décisives pour l'évolution des relations de la République fédérale d'Allemagne avec le Proche-Orient.

Pour ce qui concerne l'Iran en particulier, on ne dispose guère d'informations exactes. Il convient généralement de constater que, malgré la déportation opérée par les Britanniques, quelque 500 Allemands vivaient encore en Iran après la fin de la guerre. Dès 1947, les hommes d'affaires iraniens se plaçaient au deuxième rang des groupes les plus importants des pays du Proche-Orient présents à la foire de Hanovre (Hanover Messe) et la quote-part des importations ouest-allemandes de l'Iran passa de 0,4 % en 1947 à 2,3 % en 1949.

La façon dont Otto Wolff von Amerongen –lui-même industriel– s'attarde à décrire la situation d'alors est révélatrice : "Le drapeau suit le commerce".²² On devait ultérieurement s'attacher à cette devise.

2.1 La réorientation de la politique étrangère allemande après la fin de la guerre et l'influence exercée par Adenauer

Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, le mois de mai 1955 a été l'un des mois décisifs pour l'orientation de la jeune République fédérale en matière de politique étrangère et de sécurité. Le 5 mai, les accords de Bonn mettant fin à l'occupation de l'Allemagne²³ et lui accordant de nouveau des droits souverains étaient signés, le 7 mai eurent lieu la fondation de l'Union de l'Europe occidentale et l'adhésion de l'Allemagne et le 9 mai la République fédérale devint pays membre de l'Alliance atlantique (Otan). Le 14 mai fut fondé le Pacte de Varsovie et ainsi la partition de l'Allemagne au travers de la confrontation des blocs entérinée. L'orientation occidentale de la République fédérale d'Allemagne était désormais irréversible.

Paradoxalement, on peut dire que la crise de Suez en 1956 a, pour deux raisons, été à l'origine de nouvelles chances pour l'Allemagne.

Pour la France, et surtout pour l'Angleterre, les deux grands protagonistes de la région, cette crise (retrait des Britanniques de "l'East of Suez"²⁴) signifia la fin de l'ère coloniale et le début du retrait d'Afrique et ainsi une énorme perte de réputation.

La guerre froide s'installa aussi et surtout dans une Allemagne partagée et pourtant – ou peut-être à cause de cela – des efforts permanents furent déployés afin de renforcer l'influence allemande tout d'abord pour des raisons économiques.

²² Cf. VON AMEROGEN Otto Wolff, *Aussenwirtschaft und Aussenpolitik (Économie extérieure et politique étrangère)*, dans : Politisches Seminar der Staatsbürgerlichen Vereinigung 1954 e.V., Bergisch Gladbach 1958, p. 129-139.

²³ Quand je parle de l'Allemagne, il s'agit de la République fédérale. Les références à la RDA sont explicitement mentionnées en tant que telles.

²⁴ Cf. STEINBACH Udo, *Iran im aussenpolitischen Aufbruch (L'Iran prend un nouveau départ en matière de politique étrangère)*, dans : Deutsche Aussenpolitik, 1974, Bonn, p. 318.

Le chancelier Adenauer ne s'était rendu au Proche-Orient qu'à deux reprises au cours de son mandat. En 1954, il se rendit en Turquie, en 1957 à Téhéran – ce qui est révélateur de l'importance particulière attachée à l'Iran. En matière de politique étrangère, Adenauer se concentra sur les relations transatlantiques et sur la construction de l'Europe d'une part ainsi que sur les relations avec l'Union soviétique d'autre part – l'époque d'alors ne permettant guère plus d'autre comportement -.

Mais il ne saurait être contesté que Konrad Adenauer était en général bien informé sur le Proche-Orient, et aussi spécialement bien sur l'Iran. Contrairement à ce qui avait à l'époque été sporadiquement publié dans la presse, il était tout sauf indifférent. Son objectif était entre autres d'empêcher activement une prise d'influence soviétique sur les États du Proche-Orient. Adenauer comprit rapidement la signification globale de la région compte tenu de la dépendance en perpétuelle croissance du pétrole du Proche-Orient et surtout de l'Iran de la production industrielle en République fédérale d'Allemagne.

Il reconnut ouvertement que l'évocation officielle de l'intérêt allemand pour l'Iran n'avait que peu de sens car, la population se débattant dans les conditions de l'après-guerre, ne l'aurait qu'à peine compris. Simultanément, il exerçait personnellement une influence considérable sur la politique étrangère et surtout sur la politique économique. "Monsieur le Chancelier a émis à plusieurs reprises le souhait que l'Iran soit aidé sous toutes les formes possibles."²⁵ Cette citation, issue d'un échange de lettres de *von Mangold* et datant de mars 1959, illustre la prise d'influence perpétuellement grandissante d'Adenauer dans les premières années de la République fédérale sur la politique proche-orientale et plus particulièrement sur les relations avec l'Iran auxquelles il conférait une importance exceptionnelle.

Après la guerre, Adenauer essaya de faire valoir les points forts de l'Allemagne de l'Ouest en matière de politique étrangère aussi. Par l'endigement de l'influence soviétique, y compris en Iran, il voulait apporter sa contribution à l'intégration de l'Allemagne dans l'Occident. Ceci ne fut pas tout à fait désintéressé, car il reconnut précocement les capacités financières d'un Iran aspirant à l'industrialisation et en fit usage en conséquence.

2.2 La guerre froide, la souveraineté limitée et la naissance du "dialogue critique"

Si l'on se penche sur l'importance de l'engagement allemand en Iran à cette époque, on ne peut considérer de manière simpliste l'intérêt allemand, mais on doit plutôt s'interroger sur la raison pour laquelle l'Iran a toléré, voire initié lui-même et encouragé l'influence de l'Allemagne.

En 1971, l'Iran célébra le 2 500^e anniversaire de la fondation de la monarchie iranienne. Cet événement explique – aujourd'hui encore – la forte dimension historique de la politique iranienne pendant des siècles au travers d'un antagonisme permanent avec le rôle effectif de l'Iran dans la région. Cette différence entre son importance quotidienne dans la région et son aspiration à devenir une puissance régionale devait se modifier durablement dès le début des années soixante-dix.

Pour cette raison, il est de mise de faire brièvement état des changements intervenus, afin de mieux interpréter l'engagement allemand à leur lumière.

²⁵ Cf. BERGGÖTZ Sven Olaf, *ibid.*, p. 64.

On constate quatre degrés différents du développement iranien :

1. La réforme agraire, lancée en 1963 dans le cadre de la "révolution blanche"²⁶ par le Shah, a conduit à une dynamisation du développement intérieur et à une fierté nationale accrue.
2. L'intégration stricte dans le "containment" de l'Union soviétique concomitamment au relâchement des relations avec les Etats-Unis dans les années soixante, mena à une certaine "émancipation" qui, compte tenu de son immense dépendance des Etats-Unis sur le plan militaire, se joua toutefois essentiellement sur le plan économique.
3. Le retrait de la Grande-Bretagne du golfe Persique évoqué précédemment constitua à mon avis un événement décisif pour la politique étrangère de l'Iran au cours de cette phase.
4. L'augmentation des revenus pétroliers à partir de 1971, et en particulier depuis la crise énergétique de 1973, apporta à l'Iran les moyens financiers lui permettant de concrétiser sa propre politique étrangère. Ce qui ne signifia plus seulement préférentiellement une aspiration à une hégémonie historique régionale, mais davantage une aspiration à une renommée mondiale. Ceci s'accompagna d'une "occidentalisation" d'une partie de la classe dominante iranienne. Beaucoup de jeunes hommes firent aussi en conséquence leurs études en Allemagne.

L'ingérence sans scrupules et historiquement significative de puissances extérieures, principalement de la Grande-Bretagne et de la Russie [...], qui a conduit sporadiquement au bord de l'extinction d'une existence nationale autonome²⁷, fit apparaître le rôle de l'Allemagne sous un jour particulier.

L'Allemagne, sortie vaincue de la Seconde Guerre mondiale, ressentait elle-même l'influence majeure de facteurs externes déterminants pour sa propre politique. Même si cette influence était de nature différente, deux États se rencontraient en particulier dans le secteur économique et, au travers de leur coopération, essayaient de développer leur influence régionale et globale, sans recours à la puissance militaire (projection de puissance militaire).

Dans la foulée des efforts évoqués ci-dessus et déployés par l'Iran pour se libérer peu à peu de l'emprise des Etats-Unis, les États occidentaux essentiellement, aux côtés du Japon et d'autres États du bloc de l'Est, se rapprochèrent en tant que partenaires commerciaux en puissance de la sphère iranienne.

L'Allemagne était censée en l'occurrence jouer un rôle particulier compte tenu d'un alliage de mobiles historiques, matériels, mais aussi émotionnels :

1. L'Allemagne ne s'était jamais conduite en Iran comme une puissance coloniale. Qui plus est, elle s'était engagée, dès avant la Première Guerre mondiale, dans des projets d'aide au développement.
2. L'Allemagne avait soutenu les forces nationales contre les puissances coloniales dans l'Iran du père du Shah Reza Pahlavi, lesquelles avaient destitué le Shah entre autres en raison de ses relations avec l'Allemagne.

²⁶ La **Révolution blanche** qualifiait un programme en 6 points en janvier 1963. Ce programme comportait des volets de réforme agraire, de nationalisation des forêts, de vente d'usines d'États à des entreprises privées, etc.

²⁷ Cf. STEINBACH Udo, *ibid.*, p. 318.

3. Le Shah tenait l'Allemagne économiquement parlant pour le pays le plus puissant d'Europe et ainsi pour le mieux qualifié pour soutenir les plans d'industrialisation.
4. L'Allemagne – en commun avec la France – était considérée, en raison de l'évolution du processus d'intégration européen qui se dessinait, comme le marchepied des relations à développer ultérieurement avec la Communauté européenne.
5. On ne doit surtout pas oublier l'argument émotionnel. L'Iran avait durablement entretenu l'ascendance commune "aryenne" et la conscience en résultant lui conférant nécessairement une "position particulière" dans le spectre "racial" du Proche-Orient.²⁸

Un exemple très concret de l'intensification des relations entre la République fédérale d'Allemagne et l'Iran est le projet de raffinerie germano-iranienne. Les pourparlers, entamés depuis la visite du chancelier fédéral allemand Willy Brand au printemps 1972 et ayant fini par aboutir malgré quelques attermoissements, ont débouché sur les premiers résultats tangibles en août 1973. L'entreprise iranienne étatisée Nioc ainsi que les sociétés allemandes Veba-Chemie, Union-Kraftstoff et Wintershall signèrent une déclaration d'intention de laquelle il ressortait que les deux États souhaitaient examiner en commun les possibilités techniques nécessaires à la réalisation d'un tel projet. Ce projet était remarquable en ceci, qu'à côté du franchissement d'une série de difficultés techniques (telles que par exemple limitation des énormes surcoûts liés au transport séparé des différents produits²⁹Cf. sans auteur *Deutsch-iranisches Raffinerievorhaben (Projet de raffinerie germano-iranienne)*, Arbeitsblatt für die Dokumentation des BMVg (Fiche de travail destinée à la documentation du ministère fédéral de la Défense (non classifiée), Tome 26, Cahier 10, octobre 1973, p 601 et suivantes.), il avait surtout pour objet de permettre aux entreprises allemandes d'investir en Iran. Ces raffineries devaient traiter en Iran le pétrole brut local, puis convoier les produits semi-finis par tanker et faire poursuivre par des entreprises allemandes leur transformation en Allemagne à des tarifs détaxés.

En avril 1974, eut lieu la conférence germano-iranienne d'investissement au cours de laquelle furent conclus les marchés les plus volumineux que l'Iran ait jamais passés en une seule fois avec un autre État. L'Iran montrait ainsi, pour la première fois avec cette netteté, sa maturité nationale de ne plus être seulement demandeur (plutôt passif) d'aides internationales, mais plutôt fournisseur (actif) de pétrole brut et demandeur (actif) de produits industriels.

Cette conférence avait été directement précédée d'une nouvelle évaluation des relations avec l'Iran et des possibilités politiques qui s'offraient au ministre des Affaires étrangères d'alors Genscher. C'est quasiment là "l'acte de naissance" de la politique dite du "*dialogue critique*" sur lequel je souhaite apporter ultérieurement quelques éclaircissements.

La construction à Bushehr d'un réacteur à eau légère illustre aussi concrètement cette évolution. Vers la fin des années soixante-dix, Siemens entama la poursuite de la construction du réacteur

²⁸ Cf. STEINBACH Udo, *ibid.*, p. 323.

²⁹ Cf. sans auteur *Deutsch-iranisches Raffinerievorhaben (Projet de raffinerie germano-iranienne)*, Arbeitsblatt für die Dokumentation des BMVg (Fiche de travail destinée à la documentation du ministère fédéral de la Défense (non classifiée), Tome 26, Cahier 10, octobre 1973, p 601 et suivantes.

laissée inachevée par l'Union soviétique. En 1979, les travaux furent stoppés suite à la révolution islamique et dans la période qui a suivi, le gouvernement de Khomeyni se montra plutôt réservé face à la technologie nucléaire.

Cette réserve céda cependant assez vite et les négociations reprirent avec Siemens. Mais Siemens hésita, car on craignait les objections du gouvernement allemand. Inopinément, celui-ci ne recula cependant pas devant des négociations non officielles avec les USA dans le but de tolérer l'engagement de Siemens. Mais les USA le refusèrent en considération du caractère du régime en place à Téhéran. La guerre Iran-Irak menée entre 1980 et 1988 fit oublier tous les projets de construction industrielle du type réacteur à eau légère et la question de l'achèvement, tant au niveau de l'échéance que du contenu, fut reléguée dans l'incertain³⁰.

On n'arriva cependant pas à une suspension totale des relations, essentiellement en raison des étroites relations entretenues avec le ministère des Affaires étrangères d'alors, Hans-Dietrich Genscher.

En 1988, Genscher interdit certes à Siemens de terminer le réacteur, mais se garda bien d'évoquer comme excuse les ambitions nucléaires iraniennes en matière d'armement. Il proposa donc dans le même temps à l'Iran de construire en compensation des centrales à gaz naturel.

Hans-Dietrich Genscher est considéré aujourd'hui comme un personnage-clé de la politique iranienne à long terme. Il n'a pas été surpris par la révolution islamique écrira-t-il dans ses mémoires³¹. Il avait réduit les relations diplomatiques à un minimum absolu car il était personnellement convaincu que le régime de Téhéran avait une durée de vie limitée et il ne s'était lui-même jamais rendu en Iran avant la révolution. Une réalité qui devait plus tard se révéler très favorable.

Aussi, dans le cadre de "l'imminence" de la guerre contre l'Iran, c'est encore Genscher qui, contrairement aux USA notamment, s'exprima de manière critique face aux objectifs de Saddam Hussein. Immédiatement après la fin de la guerre, Genscher se rendit à Téhéran pour être le premier à négocier les contrats de coopération visant à la reconstruction du pays.

Pour résumer cette phase, force est de constater sans ambiguïté que, dans les relations entre l'Allemagne et l'Iran, il ne s'agit pas tant de l'influence unilatérale allemande. Les deux États s'efforçaient plutôt après la guerre d'intensifier leurs relations économiques, pour développer leurs propres instruments de politique étrangère face à l'influence de paramètres externes.

Contrairement à ce qu'avait par exemple pronostiqué Saddam Hussein à propos de la guerre contre l'Iran, le pays ne se désintégra pas et les sentiments patriotiques se renforcèrent plutôt. La reconstruction fut aussi et surtout accélérée par les ingénieurs formés en Allemagne.

On constata au cours de cette phase précoce, les velléités de l'Iran d'accéder en raison des possibilités nouvellement créées à la position hégémonique convoitée dans la région et d'occuper quasiment enfin la place qui lui revenait.

³⁰ En 1984, l'autorisation d'exporter des composants destinés à la centrale BUSHEHR touchait à sa fin et elle ne fut pas prorogée. Cf. sans auteur : Réponse du gouvernement fédéral à une grande interrogation de la Coalition 90/Les Verts , 16.10.1996, (Édition du Bundestag) 13/3483, p. 16.

³¹ GENSCHER Hans-Dietrich, *Erinnerungen* (Souvenirs), Berlin, 1995, p. 409.

Du côté allemand, on se félicitait clairement d'une part de l'intérêt économique de l'Iran, d'autre part toutefois on le considérait avec une certaine appréhension. On redoutait qu'un Iran à nouveau renforcé et disposant de capacités nucléaires se révèle être un potentiel de risques non seulement au niveau régional mais aussi au niveau mondial compte tenu de son instabilité intérieure et de l'emprise encore manifeste de la religion sur ses structures.

La situation propre de l'Allemagne conduisit sa classe économique, et surtout sa classe politique, à courir ce risque. Dès la fin des années soixante-dix, on argumenta qu'une coopération avec l'Iran était préférable, au vu de son développement depuis 1963, à son isolation.

On peut aussi constater que la politique étrangère allemande – mesurée à l'exemple de l'Iran – est désormais indépendante. Étant donné les intérêts économiques dominants, on ne recula pas au cours de cette période devant une confrontation avec les États-Unis.

Il semble opportun de faire remarquer qu'à cette époque nombreux étaient en Allemagne les hommes politiques à accrédi-ter l'idée que la politique iranienne devait être développée de manière identique à celle de la Ostpolitik de Willy Brand dans les années soixante-dix³². L'intégration de l'Iran, qui aurait dû à terme servir de "point d'ancrage" dans la région, était l'objectif final.

2.3 La réunification, le nouveau rôle international ainsi que le « dialogue critique » sous le chancelier Kohl

La situation particulière de l'Allemagne, héritée de son passé récent, la contraignait à poursuivre le développement rapide des instruments de sa politique étrangère, ce qu'elle pratiqua surtout dans le domaine de la coopération économique. Les possibilités, dont ont disposé pendant des décennies la Grande-Bretagne, la France et surtout les USA par exemple, de recourir à leur potentiel de menace militaire pour faire valoir leurs intérêts politiques et ici essentiellement leurs intérêts de politique économique globale, sont restées interdites à l'Allemagne pendant toute la durée de la guerre froide. Aussi, l'Allemagne, championne mondiale de l'exportation, tablait-elle surtout sur sa prise d'influence économique.

L'Iran a surtout représenté un véritable sujet de dissension dans les relations germano-américaines au cours des années qui ont suivi la réunification. La raison en était des conceptions diamétralement opposées des deux gouvernements quant à la manière de traiter avec l'Iran³³.

³² L'expression "Ostpolitik", décrit la transposition du principe formulé par Egon Bahr "La transformation par le rapprochement" et disposant de la conduite à tenir par la République fédérale dans ses relations avec la RDA et les États est-européens voisins, et qui a été mise en application au début des années soixante-dix par Willy Brandt. Elle qualifie le franchissement opéré graduellement du statu quo, qui ne devait toutefois pas être levé. Cf. aussi LANE Charles, *Changing Iran : Germany's new Ostpolitik*, dans : US Foreign Affairs, 1995, 6e édition (Nov/déc), p. 84.

³³ Le 23 janvier 1996, quelques heures avant l'allocation à la nation du président américain Bill Clinton, le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, annonça une visite à Téhéran, ce qui irrita profondément le gouvernement américain. Cf. TEIMOURIAN Hazhir, Facing up to Iran, dans : Jane's Intelligence Review (UK), 1996, 8e édition, p. 128.

Alors que les Etats-Unis d'Amérique étaient de fervents tenants du strict isolement – soit l'une des grandes constantes de la politique étrangère des USA au cours du XXe siècle et qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui sous l'actuelle administration Bush –, le gouvernement de la République fédérale misa à nouveau sur la "politique du dialogue critique" avec l'Iran³⁴.

Cette politique de confrontation réduite était absolument suspecte aux yeux des USA et ils la qualifièrent en ce sens de "trading with the enemy"³⁵. Ils devaient pourtant ultérieurement profiter eux-mêmes des relations établies sous cette forme.

Paradoxalement, les gouvernements des USA et de l'Allemagne sont toujours restés d'accord sur les objectifs à atteindre face à l'Iran. Premièrement, pas de développement d'un potentiel d'armes nucléaires (il faut ici surtout prêter attention à la prolifération des vecteurs) ; deuxièmement, pas de soutien à quelque groupe terroriste que ce soit (ni sur le territoire de l'Iran ni via des États tiers, tels que le soutien quasi certain du Hezbollah en Syrie) et troisièmement pas d'intervention dans le processus de paix semblant se dessiner au Proche-Orient.

Sous le terme de "dialogue critique", le côté allemand comprenait le maintien des relations avec l'Iran malgré des divergences fondamentales dans les questions-clés évoquées au niveau politique international (entre autres la question des droits de l'homme) au travers (mais pas exclusivement) d'une coopération économique.

La République fédérale était à l'époque le plus important partenaire commercial de l'Iran, qui de son côté avait un intérêt économique fondamental, mais aussi un intérêt politique à maintenir des relations économiques intenses avec les États européens – Allemagne en tête -.

Après la guerre contre l'Irak, l'Iran se trouvait confronté à un besoin général de reconstruction. Le gouvernement fédéral, dirigé à l'époque par le chancelier Helmut Kohl, prit conscience de cette chance et étoffa bien davantage encore la coopération amorcée à l'ère Genscher. Une série d'entreprises ouest-allemandes, dont entre autres Siemens, Mannesmann, Krupp ou aussi Daimler-Benz, s'engagèrent en Iran et firent bénéficier leurs "filiales" des nouveaux Länder allemands de ces profits. Le chancelier allemand n'avait pas seulement découvert le nouveau marché "Iran", fort d'environ 60 millions d'Iraniens, mais aussi les possibilités d'en tirer profit au niveau de la politique intérieure de l'Allemagne.

Via les investissements ainsi rendus possibles dans les nouveaux Länder - encore faibles économiquement -, la réalisation de la vision des "paysages florissants" conçue par le chancelier Kohl lui-même a pu être encouragée financièrement et une contribution substantielle a ainsi été apportée à sa propre réélection en 1996.

Que soit remarqué à cet endroit, que le chancelier Kohl a progressé de façon très pragmatique et que des parallèles certains peuvent être établis avec les approches initiées par Bismarck en matière d'objectifs intérieurs et de politique étrangère.

³⁴ L'ancien ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel expliqua lors d'une visite à Washington qu'il n'était pas possible d'isoler un pays de 60 millions d'habitants qui jouait un rôle-clé dans la région. Cf. LANE Charles, *ibid.*, p. 84.

³⁵ Cf. LANE Charles, *ibid.*, p. 78.

Ces investissements économiques ont été accompagnés, et garantis du point de vue allemand, par de nombreux crédits et notamment par les garanties dites Hermes³⁶.

Cette pratique du soutien financier a de nouveau été critiquée par les USA, qui avaient exigé que la stagnation économique de l'Iran au cours des années 1992-1994 soit mise à profit pour exercer à son encontre une pression économique et financière.

Le gouvernement fédéral allemand résista une fois encore à cette pression et des banques allemandes rééchelonnèrent une nouvelle dette de 600 millions de dollars US. Ces mesures s'accompagnèrent de la garantie des crédits d'États accordée à 102 millions de dollars US supplémentaires.

La seule exception opposée à cette étroite coopération est constituée par l'export des équipements d'armement traditionnellement soumis en Allemagne à de très contraignantes obligations.

Le "dialogue critique" était toutefois autre chose qu'une seule coopération économique. Les contacts s'effectuaient aussi dans d'autres domaines. En octobre 1993 par exemple, le coordinateur des services de renseignements d'alors, Bernd Schmidbauer, reçut le ministre iranien des renseignements, Ali Fallahian. L'ambassadeur d'Iran en Allemagne justifia cette visite en expliquant que le côté allemand apporterait son soutien à la formation dans la lutte contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants ainsi que la prolifération des armes de destruction massive³⁷.

Ali Fallahian n'était pas un inconnu en République fédérale, car dès 1987 le ministère fédéral des Affaires étrangères avait autorisé son séjour. Il passait lui-même pour un terroriste et était censé avoir participé à l'attentat contre l'opposition kurde à Berlin en 1992 ("Mykonos-Prozess") (Procès de Mykonos).

On peut ainsi expliquer qu'en Allemagne aussi la question de savoir jusqu'où le "dialogue critique" pouvait conduire fut âprement discutée. Le débat alla si loin qu'on présenta la demande de mener une enquête pour savoir dans quelle mesure l'attentat avait été préparé en Allemagne et si les préparatifs avaient été favorisés par des services allemands³⁸.

³⁶ La République fédérale d'Allemagne accordait des "garanties Hermes" lorsque les exportations méritaient d'être encouragées et que les risques semblaient acceptables. Ces critères d'encouragement peuvent relever du maintien d'emplois, de considérations de politique structurelle ou d'objectifs de politique étrangère. À propos des principes régissant l'octroi de garanties à l'export par la République fédérale d'Allemagne, cf. sans auteur Hermes-Bürgschaften, [http://\(www.agaportal.de/pages/aga/grundzuege/grundzuege_exportkredit.html\)](http://www.agaportal.de/pages/aga/grundzuege/grundzuege_exportkredit.html).

³⁷ Le magazine d'information allemand "Der Spiegel" rapportait en 1994 que la coopération des deux organes de sécurité remontait à 1991. À cette époque des officiers des services secrets iraniens auraient été formés en Allemagne, ce qui a toutefois toujours été contesté par le gouvernement allemand. Cf. sans auteur *Antwort der Bundesregierung auf eine Grosse Anfrage der Fraktion BÜNDNIS 90/ DIE GRÜNEN zur Iran-Politik der Bundesregierung*, (Réponse du gouvernement fédéral à une grande interrogation de la Coalition 90/Les Verts à propos de la politique iranienne) *ibid.*, p. 16.

³⁸ Cf. sans auteur, *Anfrage der Fraktion BÜNDNIS 90/ DIE GRÜNEN zur Iran-Politik der Bundesregierung* (Interrogation de la Coalition 90/Les Verts au gouvernement fédéral à propos de la politique iranienne), Bundestagsdrucksache (Édition du Bundestag) 13/1973 du 06.07.1995, p. 10.

Pour autant, le gouvernement fédéral n'a jamais rompu ses relations avec l'Iran. La visite d'Ali Fallahian a continué à être perçue comme une possibilité de prise d'influence constructive visant au soutien des forces modérées en Iran.

C'est au crédit des contacts intensifs du gouvernement fédéral avec l'Iran (ici plus particulièrement au niveau des organes de sécurité) qu'ont entre autres été libérés des otages américains restés détenus au Liban, ou qu'un Allemand condamné à mort en Iran a été libéré et extradé vers l'Allemagne.³⁹ Le pilote israélien *Ron Arad* dont l'avion avait été abattu en 1986 au-dessus du Liban a lui aussi été libéré suite à des efforts intenses entrepris par la partie allemande pour entamer des négociations ainsi que grâce à des actions de médiation officieuses entre Israël et l'Iran. La visite de Ali Fallahian et les contacts entretenus avec lui semblent en l'occurrence avoir été déterminants.

Il semble bien que les alliés occidentaux de l'Allemagne aient approuvé tacitement ce déroulement et en aient aussi activement tiré partie à l'occasion.

Un exemple à l'appui de cette thèse est que des négociations secrètes se sont tenues à Bonn dans un endroit resté secret entre les Etats-Unis et l'Iran suite à la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran le 15 septembre 1980 et que ces négociations ont été menées à la demande de l'Iran surtout par le ministre fédéral des Affaires étrangères Genscher⁴⁰.

Mais un autre exemple illustre comment les USA font usage des contacts allemands avec l'Iran pour faire valoir leurs intérêts. Les négociations, évoquées dans le chapitre 1.2 ci-dessus et relatives au réacteur à eau légère avaient été reprises en 1988 directement après la fin de la guerre. L'Allemagne avait, grâce à Genscher une position privilégiée en l'occurrence, lequel lors de la mise hors la loi de la politique de Saddam Hussein, n'avait pas cédé à la pression des alliés.

Au cours de sa visite effectuée en 1993, Ali Fallahian rencontra alors entre autres des représentants de Siemens. L'objectif de cette rencontre était l'achèvement de la construction du réacteur, qui a été approuvée dans un premier temps par le côté allemand. Le point de vue allemand était que l'Iran pouvait aussi prétendre à une utilisation civile en acceptant les conditions posées par l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique. En contrepartie, l'Iran devait signer les accords supplémentaires de non-prolifération des armes de destruction massive. Les USA auraient ainsi toléré la livraison à l'Iran (et ainsi son contrôle) via un allié proche, bien disposé à leur égard. Mais, en mai 1993, l'Iran décida pourtant unilatéralement de faire achever la construction par la Russie⁴¹.

2.4 La politique étrangère de la République démocratique allemande

³⁹ Cf. LANE Charles, *ibid.*, p. 79.

⁴⁰ Cf. KRECH Hans, *Deutsche Aussenpolitik für die strategische Sicherung der Erdöl- und Erdgasversorgung der Bundesrepublik Deutschland bis 2050* (Politique étrangère allemande visant à la sécurisation des approvisionnements en pétrole et en gaz naturel jusqu'en 2050), Berlin, 2006, p. 17.

⁴¹ Cf. sans auteur, *Antwort der Bundesregierung auf eine Grosse Anfrage der Fraktion BÜNDNIS 90/ DIE GRÜNEN zur Iran-Politik der Bundesregierung*, (Réponse du gouvernement fédéral à une grande interrogation de la Coalition 90/Les Verts à propos de la politique iranienne) *ibid.*, p. 13.

Afin d'être aussi exhaustif que possible, il ne faut pas oublier de mentionner la politique étrangère de la République démocratique allemande (RDA) vis-à-vis de l'Iran. Étant donné la rareté, à mon avis, des documents primaires et secondaires en l'occurrence, je souhaite limiter mon propos à quelques assertions ponctuelles⁴².

Les relations politiques que la RDA entretenait avec l'Iran trouvèrent aussi leur véritable expression en matière économique et il n'est pas étonnant que celles-ci aient pris un essor important dans les années soixante-dix entre l'Iran et les États du bloc de l'Est. Ceci peut être étayé par les documents résiduels des archives de l'ambassade de la RDA⁴³. Suite au Traité de Moscou de 1970, il était désormais possible de coopérer directement avec la RDA et en 1973, des ambassades ont respectivement été ouvertes à Téhéran et à Berlin.

Les relations économiques qui se développèrent entre la RDA et l'Iran au cours des premières années furent aussi aisées que fut difficile la coopération politique.

Malheureusement, on ne trouve guère d'informations sur le sujet, les documents brûlants en l'occurrence ont dû être détruits en premier. Quoi qu'il en soit, l'Ouest resta clairement la référence de la politique économique iranienne. Le partenaire le plus important du pays en matière de commerce extérieur était, sans aucun doute, la République fédérale.

Les relations économiques étaient bien plus intenses que les relations politiques, car le cadre du Pacte Varsovie limitait strictement la marge de manœuvre de la RDA en ce qui concerne l'organisation de sa politique étrangère, ce que Martin Wright a qualifié de "secondary states system". L'ancien diplomate est-allemand Henner Fürtig est également de cet avis⁴⁴.

Au niveau économique comme au niveau politique, la communication avec l'Iran, particulièrement la forte centralisation de l'État, faisait merveille en ce sens que l'ensemble était taillé à la mesure du Shah et ses hommes de confiance directs. C'est une des différences les plus significatives par rapport au système post-révolutionnaire. Le commerce extérieur de l'Iran était assez fermé aux capitaux étrangers, concentré sur les biens de consommation et soumis à un contrôle étatique grandissant. Ces trois critères épousaient bien les conditions du commerce avec la RDA où l'argent destiné à être investi à l'étranger faisait défaut, où les produits de luxe étaient à peine produits et où le contrôle étatique facilitait les contacts dans une économie aussi dirigée par l'État.

Grâce aux problèmes soulevés indirectement par les relations entre les deux superpuissances, les pays satellites du Pacte de Varsovie ont joui d'une position concurrentielle légèrement meilleure et le volume commercial de la RDA n'a cessé de croître jusqu'au milieu des années quatre-vingt après

⁴² La chair d'iranistique de l'université de Bamberg dispose des reliefs des archives de l'ambassade de la RDA existant à Téhéran de 1973 à 1990.

⁴³ Cf. VENNEBUSCH Bernd, *Die iranische Aussenpolitik im Spiegel der Botschaftsdokumentation der DDR in Teheran 1972-86* (La politique étrangère iranienne mise en lumière par les archives de l'ambassade de la RDA à Téhéran (72-86)), <http://web.uni-bamberg.de/split/iranistik/Vennebusch.pdf>, p. 9.

⁴⁴ Cf. VENNEBUSCH Bernd, *ibid.*, p. 3.

une courte stagnation due aux troubles liés à la révolution. Pendant la guerre Iran-Irak, des armes ont été vendues officiellement à l'Iran via la société-écran IMES GmbH⁴⁵.

On doit objectivement constater selon une opinion communément répandue, que la RDA était un partenaire commercial de l'Iran de bien moindre importance que la République fédérale. Une politique souveraine et cohérente en soi de la RDA vis-à-vis de l'Iran n'a pas existé – à l'exception de relations économiques très limitées. La RDA, pays satellite de l'ex-Union soviétique, a plutôt été, dans ce domaine aussi presque totalement instrumentalisée⁴⁶.

TROISIEME PARTIE: LA SITUATION ACTUELLE DE L'IRAN ILLUSTRÉE PAR DES ASPECTS CHOISIS

Les enseignements tirés de l'histoire ne peuvent avoir pour but que d'anticiper l'avenir. À mon avis une rétrospective pure ainsi que des jugements portés a posteriori sur l'activité d'acteurs isolés n'a que peu d'intérêt. Si l'on veut analyser la situation actuelle de l'Iran à la lumière des relations historiques germano-iraniennes, il est impératif de tenir compte dans ces réflexions des autres États de la région.

3.1 Les relations de l'Iran avec l'Irak et la Turquie

Tout comme l'Iran, l'Irak a lui aussi une longue histoire. Étant donné le cadre imparti à ce travail, je souhaite me limiter en conséquence à la phase qui a suivi la réunification allemande.

Le 14 août 1990, le chef de l'État irakien Saddam Hussein, déclara que l'Irak reconnaissait l'Accord d'Alger, qu'il avait auparavant officiellement rejeté. L'Iran ne donna cependant pas suite à la proposition d'apporter son soutien à son voisin devant l'imminence de la deuxième guerre du Golfe. Aucun des deux États n'était enclin à faire les premiers pas visant à mettre un terme à leurs différends. La politique iranienne de l'Irak était essentiellement définie dans la première moitié des années quatre-vingt dans le cadre d'une conférence périodique à laquelle participaient les ministres des Affaires étrangères de l'Iran, de la Turquie et de la Syrie.

Depuis 1992, les ministres des Affaires étrangères de ces trois États se réunissaient essentiellement pour observer l'évolution dans la zone de protection mise en place par les Nations Unies dans le nord de l'Irak en 1991 et, le cas échéant, pour prendre des mesures. En 1995, ils dénoncèrent cette coopération : La Turquie n'était plus disposée à coopérer avec la Syrie, aussi longtemps que celle-ci soutiendrait les Kurdes et procurerait un repli à leurs combattants. La fin de la coopération ne signifiait pas pour autant que les trois États cesseraient de s'engager dans le nord de l'Irak. La Turquie et l'Iran étaient présents en permanence au travers d'officiers de liaison ou d'unités militaires.

⁴⁵ IMES GmbH signifie "Internationale Messtechnik - Import-Export GmbH" (techniques de mesures internationales, Import-Export - sarl).

⁴⁶ Cf. MÖLLER Harald, *Geheime Waffenlieferungen der DDR im ersten Golfkrieg an Iran und Irak* (Livraisons secrètes d'armes à l'Iran et à l'Irak par la RDA au cours de la première guerre du Golfe) 1980-1988, Berlin, 2002, p. 27-29.

L'Iran se trouvait confronté à un dilemme face à la définition d'une nouvelle politique irakienne après la seconde guerre du Golfe. D'un côté, Téhéran essaya d'arracher des concessions à un Irak affaibli à propos des questions d'indemnisation en instance. Le gouvernement iranien croyait par exemple que Saddam Hussein serait disposé à faire de larges concessions pour assurer la stabilisation de son régime. Dans ces circonstances, des visites réciproques de hautes personnalités eurent lieu. De plus, au cours des années quatre-vingt-dix se développèrent des relations commerciales actives. L'Iran tolérait même la contrebande du pétrole brut irakien.

Pourtant, l'Iran savait que le régime de Saddam Hussein, malgré ses tentatives de réintégration dans la sphère politique régionale et internationale, était un régime en sursis. Des arrangements à long terme avec l'Irak auraient donc manqué de solidité pour deux raisons : Il n'apparaissait que trop clairement à l'exécutif iranien que la seconde guerre du Golfe signifiait le début de la fin du régime baasiste en Irak. À ceci s'ajoutait que les Iraniens ne voyaient aucunes raisons de leur apporter des aides. Pour ne pas perdre son influence dans l'Irak du futur, l'Iran resta donc en relation avec différents groupes d'opposition. Après la chute de Saddam Hussein, l'Iran fut en mesure de reconstruire sur les relations conservées avec les anciens groupes de l'opposition irakienne.

L'actuelle constellation est du point de vue allemand intéressante à plus d'un titre.

Contrairement à l'attentisme réservé au régime de Saddam Hussein, le gouvernement iranien se rapproche de l'Irak en le reconnaissant et manifeste ainsi une fois de plus sa volonté d'être reconnu au niveau international comme étant une puissance régionale. On profite sciemment à Téhéran des faiblesses actuelles de l'Irak.

Les déclarations iraniennes portant sur sa volonté de contribuer à la stabilité en Irak servirent manifestement à son propre intérêt de voir la région stabilisée et sa propre position hégémonique assurée, car le pays souhaite être reconnu comme une puissance régulatrice importante. Dans le même temps, on détourne délibérément l'attention des problèmes nucléaires et on attise la confrontation, avec les Etats-Unis essentiellement.

La prise d'influence indirecte de la politique allemande sur la stabilité en Irak via l'Iran renforcerait de même la stabilité de l'ensemble de la région. Le gouvernement iranien peut prendre surtout de l'influence sur la population chiite du sud de l'Irak. Le soutien de l'Iran dans le sud est impératif pour la République fédérale d'Allemagne au niveau tant de la politique de sécurité que de la politique énergétique.

La Russie, mais aussi la Chine y sont mis sciemment à contribution par l'Iran pour faire opposition aux États occidentaux. Ainsi l'Iran ouvre-t-il la possibilité aux entreprises chinoises d'investir des milliards dans la mise en exploitation de gisements pétroliers et gaziers iraniens⁴⁷. La Russie de son côté conclut des contrats de livraison à l'Iran de systèmes de défense sol-air⁴⁸. C'est une façon ha-

⁴⁷ Sans auteur, USA mahnen China wegen Iran-Geschäften (Les USA mettent la Chine en garde à propos de ses affaires avec l'Iran), dans : Süddeutsche Zeitung du 11.01.2007, p. 8.

⁴⁸ Sans auteur, Waffen aus Moskau für Iran (Armes en provenance de Moscou pour l'Iran), dans : Süddeutsche Zeitung vom 17.01.2007, p. 7.

bile de semer la discorde entre les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Je reviendrai ultérieurement sur les relations particulières qu'entretiennent l'Allemagne et la Russie.

Du point de vue allemand, dans la région non seulement les relations avec l'Iran sont importantes, mais également celles avec la Turquie. La Turquie, constituant le flanc sud-est de l'Otan d'une part, mais aussi candidat potentiel à l'adhésion à l'Union européenne d'autre part, mérite qu'on lui attache, selon la République fédérale, une attention particulière. L'Allemagne entretient avec la Turquie des relations particulières qui n'ont pas toujours été, et ne sont toujours pas à ce jour exemptes de tensions en raison de la présence sur son propre sol d'une très importante communauté d'origine turque. Consciente de l'ensemble des problèmes rencontrés par la Turquie pour remplir les critères nécessaires à l'adhésion à l'Union européenne, la République fédérale n'ignore rien de l'importance stratégique de ce pays dans la région – et notamment pour ce qui concerne l'Iran.

La problématique kurde est l'un des dénominateurs communs à la Turquie, l'Irak et l'Iran. La question pourrait aussi être exploitée habilement par l'Iran à ses propres fins politiques face aux ambitions européennes de la Turquie et doit à cet égard être prise en considération.

L'objectif de la politique allemande sera d'empêcher la confrontation entre ces deux acteurs afin de préserver la stabilité dans la région et d'être active en tant que médiateur dans l'optique définie par Bismarck. On reviendra sur ce sujet plus tard.

3.2 Le rôle spécifique de l'Afghanistan

Évoquer dans ce mémoire l'Afghanistan, voisin de l'Iran, s'explique pour deux raisons majeures : Premièrement, l'Allemagne y est engagée au travers de moyens militaires importants mais aussi de moyens civils dans la reconstruction du pays, notamment dans la région nord de l'Afghanistan. Une stabilisation persistante et durable dans cette région est d'un intérêt vital⁴⁹ pour la République fédérale, même si son approche a été contestée à plusieurs reprises à l'échelle internationale.

Deuxièmement, la présence militaire des USA⁵⁰ non seulement en Afghanistan, présence motivée stratégiquement, revêt pour l'Iran une importance significative.

L'attitude politique de l'Iran doit aussi toujours être considérée dans ce contexte d'"encerclement" qui s'oppose diamétralement à ses aspirations hégémoniques régionales évoquées à plusieurs reprises déjà.

Compte tenu de la nouvelle montée en puissance des Taliban, notamment dans le sud de l'Afghanistan, au cours des dernières semaines et des derniers mois, il faut comprendre l'engagement politique, économique et militaire comme étant une pierre de touche de la communauté internationale.

La stabilité de l'Afghanistan dépend en grande partie du succès des efforts militaires et civils déployés par les Nations Unies, l'Otan et l'Union européenne et ainsi en particulier l'Allemagne aussi. L'Afghanistan doit être compris à cet égard comme une partie intégrante du Moyen-Orient qui, en raison de sa proximité et de sa situation en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, assure simultanément

⁴⁹ Dès décembre 2002, le ministre fédéral de la Défense d'alors, Peter Struck, avait évoqué que l'Allemagne devrait désormais aussi être défendue dans l'Indou-Kouch.

⁵⁰ Cf. annexe 4 pour une explication de la présence des troupes américaines dans la région.

ment une fonction charnière. Il est limitrophe de la puissance nucléaire qu'est le Pakistan, lequel de son côté ne lutte qu'insuffisamment contre les terroristes qui se forment dans la zone frontalière commune. On estime comme étant de l'ordre de 85 % environ en provenance d'Afghanistan, la part actuelle des livraisons de stupéfiants qui arrivent dans l'Union européenne. Une circonstance qui explique la véritable importance de l'Afghanistan pour l'Union européenne dans son ensemble.

L'Allemagne ne s'engage pas seulement militairement, mais aussi par toute une série de projets de développement militaro-civil (Conception des "Provincial Reconstruction Teams").

Les divergences de vue constatées lors du sommet Otan de Riga fin 2006 quant à la marche à suivre mettent en exergue que les conceptions de reconstruction de la région sont foncièrement différentes. L'approche allemande tendant à une reconstruction sur le long terme, moins axée sur le militaire que sur l'économie, ne fait pas l'unanimité.

Ceci est également important pour ce qui concerne l'Iran car – en analogie avec l'Afghanistan – des solutions purement militaires, possibles en théorie, ne seront du point de vue allemand pas nécessairement prometteuses. Ainsi une attaque conventionnelle directe sur les installations nucléaires iraniennes est totalement exclue car elle ne ferait que contribuer à une escalade ultérieure⁵¹.

Dans les relations avec l'Iran, il est donc absolument impératif de faire preuve d'une volonté politique globale, voire stratégique, c'est-à-dire orientée sur le long terme, visant à stabiliser durablement la situation en intégrant tous les partenaires sur place et en investissant des moyens financiers considérables.

C'est exactement là que s'établissent les parallèles entre l'Afghanistan et l'Iran et que s'explique une fois de plus la digression faite pour présenter le "dialogue critique". Du point de vue allemand, la solution n'est viable que par l'intégration et non au travers de la confrontation ou de l'isolation.

Cette approche constitue un des enseignements politiques majeurs tirés de la Seconde Guerre mondiale et ainsi une constante de la politique allemande et souligne la justesse de l'approche première de la "politique du dialogue critique".

3.3 Les relations économiques réciproques entre l'Allemagne et l'Iran

Les derniers chiffres complets disponibles sur les échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Iran remontent à 2004. Ils font apparaître que les importations se sont élevées à 405,4 millions d'euros et les exportations à 1 925,4 millions d'euros. Représentant 0,3 % de l'ensemble des exportations allemandes, ainsi que 0,1 % de l'ensemble de ses importations, l'Iran s'y classe respectivement aux 44^e et 64^e rangs. Vue de l'Iran, l'Allemagne se place au 12^e rang pour les exportations et au 1^{er} rang pour les importations. Les exportations allemandes portent surtout sur des produits permettant la construction de machines et d'installations ainsi que des produits électrotechniques et chimiques. Celles de l'Iran portent surtout sur des textiles et de l'habillement, sur des produits alimentaires végétaux ainsi que sur du pétrole. Si l'on s'en tient au volume livré de 0,225 millions de tonnes en 2004, l'Iran est au 15^e rang des fournisseurs de pétrole de l'Allemagne.

⁵¹ De manière analogue aux attaques aériennes israéliennes sur les installations nucléaires de l'Irak en 1981.

Depuis la visite d'État en Allemagne du président Khatami en l'an 2000, une nouvelle intensification des relations économiques germano-iraniennes s'est dessinée. Cette tendance n'a cependant concerné que les exportations de l'Allemagne, alors que les importations continuaient, elles, de diminuer. Les valeurs maximales absolues au début des années quatre-vingt-dix et ayant atteint jusqu'à 2 milliards d'euros pour les exportations allemandes, n'ont pu depuis lors être renouvelées. En 2005, les importations de l'Allemagne s'élevaient à hauteur de 320 millions d'euros, face aux 2,2 milliards d'euros d'exportations par comparaison. Le déficit du commerce extérieur iranien s'éleva ainsi à 1,9 milliard d'euros. La Société allemande pour la coopération technique (*Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit -GTZ*) a fourni de l'aide en matière de la privatisation de l'économie. Le soutien technique allemand a été aussi sollicité pour la mise en oeuvre des conventions internationales sur la protection de l'environnement. Par ailleurs, dès 1974, l'Iran a fait l'acquisition d'un quart du capital d'actions de la firme Krupp. Au cours de la fusion avec Thyssen qui donna le groupe Thyssen-Krupp, cette part est retombée à 7,8 %. Afin de ne pas être exclu à l'avenir des marchés publics des USA, il a été procédé en mai 2003 au rachat de 3,3 % du capital d'actions iranien.

Ceci témoigne d'un commerce intense entre les deux pays, malgré toutes leurs différences. Certes, on doit constater un recul, mais la République fédérale a de bonnes raisons de ne pas négliger ses relations commerciales avec l'Iran.

Pour un pays tourné vers les exportations comme la République fédérale (la balance du commerce extérieur de 2005 s'élevait à 151,3 milliards d'euros), les livraisons de matières premières revêtent une importance capitale. L'Allemagne reste en elle-même, malgré ses réserves de charbon, un pays pauvre en matières premières. Conséquence de cette situation, elle a dû importer pour la seule année 2004, du pétrole et des produits pétroliers à concurrence de 34,392 milliards d'euros et du gaz naturel à concurrence de 14,764 milliards d'euros⁵². "*Dans les veines de l'économie nationale allemande, il coule du "sang noir"*⁵³ – c'est-à-dire du pétrole" écrit Hans Krech qui décrit par là une réalité dont beaucoup de citoyens allemands ne sont pas forcément conscients.

Les relations commerciales avec l'Iran sont entrées dans une phase de stagnation avec l'arrivée au pouvoir de Ahmadinedjad (notamment en raison du différend nucléaire). On ne constate plus d'évolution aussi positive que celle des années quatre-vingt-dix. À mon avis, les bonnes relations économiques traditionnellement entretenues entre les deux pays peuvent et doivent être réactivées. Du point de vue allemand, la sécurisation des approvisionnements en énergie doit être à court terme clairement prioritaire. Je reviendrai à nouveau sur cet aspect dans le chapitre suivant.

⁵² Cf. Hans KRECH, *ibid.*, p. 11.

⁵³ Cf. Hans KRECH, *ibid.*, p. 15.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Dès 1877, Bismarck avait consigné les directives de sa politique étrangère dans le *Kissinger-Diktat**. L'Allemagne était censée user de sa position de médiateur libre ("freie Mittlerstellung") en essayant de se jouer des antagonismes des grandes puissances impérialistes en matière de politique coloniale⁵⁴.

On pourrait d'ailleurs aller jusqu'à dire que Bismarck, dans son leitmotiv "Empêcher la guerre par la gestion des crises"⁵⁵ avait déjà anticipé à l'époque dans ses grandes lignes les fondements de la politique étrangère de ce qui deviendrait un jour la République fédérale d'Allemagne. Pratiquer la "Realpolitik" était sa maxime.

Sous Guillaume II, l'Empire allemand est uni à l'intérieur mais confus en matière de politique étrangère. L'Empire ottoman avait pris une importance considérable à la suite du changement de cap opéré dans la politique étrangère de Guillaume II. C'est surtout sa situation stratégique et la majorité musulmane de sa population qui ont donné la possibilité à l'empereur de pratiquer une politique hostile à la Russie et à l'Angleterre. Le projet de prestige que constituait le chemin de fer de Bagdad lui apporta de plus un avantage sur les États européens et lui permit, outre l'utilisation économique civile, surtout de faire acheminer le ravitaillement militaire pendant la guerre.

Sous Hitler, on reconnut sans nul doute possible non seulement l'importance militaro-stratégique, mais aussi surtout les chances d'exploitation des ressources en matières premières nécessaires à la production des industries de défense par l'Allemagne elle-même.

À cette époque, les relations diplomatiques et économiques sont restées excellentes jusqu'en 1941, puis ont été brusquement interrompues par les Britanniques qui continuaient à profiter de leur héritage colonial. La domination britannique devait perdurer jusqu'au milieu des années cinquante.

Les possibilités certaines reconnues sous l'empereur Guillaume II, mais aussi dans une phase plus tardive sous Hitler, mais timidement mises à profit, ont conduit soit en l'absence d'aptitudes allemandes, soit par manque de détermination, à une influence politique purement marginale. Seuls le commerce de marchandises et le commerce de technologies restèrent.

Même si elles n'étaient pas profondément enracinées, on peut néanmoins constater qu'à la fin des années trente s'étaient établies des relations économiques, qui avaient pris une certaine ampleur deux décennies plus tard, alors que l'Iran devait disposer après le règlement du conflit pétrolier des moyens d'une industrialisation à long terme.

Pour ce qui concerne l'époque postérieure à la Seconde Guerre mondiale – la fin de la guerre constitue sans aucun doute un tournant dans la politique étrangère – j'aimerais vous livrer en préambule

* Document diplomatique dicté par Otto von Bismarck à Bad Kissingen et concernant la crise dans les Balkans.

⁵⁴ Cf. Presse- und Informationszentrum des Deutschen Bundestages (Centre de presse et d'information du Bundestag) *ibid.*, p. 224.

⁵⁵ Cf. Die so genannte "Respektable Friedenspolitik" Bismarcks im Gegensatz zur "weltpolitischen Dynamik des wilhelmschen Reiches (La respectable politique de paix de Bismarck par opposition à la "dynamique de politique mondiale de l'empire de Guillaume), cf. HAFFNER Sebastian, *ibid.*, p. 60.

une citation : *"Les États-Unis poursuivent une politique moralement infaillible, qui n'a toutefois d'influence ni sur l'Iran ni sur les alliés de l'Amérique. Et l'Europe – Allemagne en tête – poursuit une politique moralement condamnable mais qui a au moins un certain effet positif sur l'Iran."*⁵⁶

L'Allemagne a mis à rude épreuve ses relations avec les États-Unis, et ce avec une persévérance qu'on ne lui connaissait pas jusqu'alors, et je me limite dans cette conclusion à la particularité de ses relations avec l'Iran. Que l'Allemagne se développe jusqu'à devenir un État commercial ne fut pas de prime abord le fruit d'une décision délibérée, mais la conséquence des conditions-cadres définies par les Alliés occidentaux eux-mêmes.

On doit ajouter aussi à cela que le reproche adressé au "dialogue critique" d'être un trompe l'œil en matière de relations commerciales, n'est pas pertinent. Au cours de cette phase, la République fédérale a fait de la coopération et du soutien économiques un axe majeur, sans tenter de le masquer. La politique iranienne du gouvernement fédéral est bien au contraire l'un des rares cas où la politique étrangère allemande dans son ensemble a véritablement été menée comme une "Realpolitik". Il s'agissait de facto à mon avis plutôt de réintégrer l'Iran dans la communauté internationale très pragmatiquement compte tenu de son idéologie révolutionnaire islamiste d'une part et de sa signification globale (prévisible sur le long terme) en matière d'économie énergétique d'autre part, et non pas de l'isoler.

Le style de politique commerciale étatique reposant sur le recours au "soft power" (capacité de convaincre) est resté, même après la réunification, l'instrument privilégié de la politique étrangère allemande.

J'estime que le bénéfice escompté à long terme en politique étrangère au travers du "dialogue critique", à savoir l'influence exercée sur l'action gouvernementale iranienne en raison des interactions économiques et de politique économique en accord avec la communauté internationale, n'a pas été, à mon avis, suffisamment important.

Certes on constate, au-delà de succès économiques remarquables, des résultats partiels dont ont aussi tiré profit certains États partenaires, mais on n'est pas parvenu à un changement de la politique iranienne conduisant à une coopération durable avec l'Occident – ce qui était à l'origine prévu.

Bien au contraire, et au plus tard avec la décision relative à l'achèvement de la construction du réacteur à eau légère de Bushehr en 1993, il est apparu clairement que dans les domaines-clés, l'Iran avait tendance à se détourner de l'Occident et à jouer la confrontation. Avec le jugement rendu dans le procès de Mykonos en 1997, les contacts officiels eux ont subi un fort refroidissement.

Cette confrontation des blocs, qu'on a crue surmontée dans un premier temps, a au contraire – en ce qui concerne l'Iran – repris de l'acuité. Les difficultés récurrentes lors des plus récentes prises de décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatives à l'adoption de la résolution 1737 de

⁵⁶ Cf. LANE Charles, *ibid.*, p. 79 et p. 86-87.

l'Onu à l'encontre de l'Iran et les interminables discussions à propos des modalités de son application effective⁵⁷ le démontrent régulièrement.

La Russie et l'Iran, en tant que pays exportateurs d'énergie, et la Chine, en tant que pays ayant actuellement l'une des croissances économiques les plus rapides et étant donc demandeur d'énergie, ont des intérêts stratégiques communs, auxquels l'Allemagne (seule) n'a actuellement pas grand-chose à opposer.

Tout comme l'Iran au début des années soixante-dix, la Russie (par exemple dans le cadre du projet d'oléoduc de la mer Baltique) considère aujourd'hui l'Allemagne comme un pilier (historique) en Europe. Elle couvre aujourd'hui déjà un tiers environ des besoins pétroliers allemands et des pronostics faits en ce sens tablent sur une augmentation possible de 80 % dans les 25 ans à venir – si la politique allemande ne se réoriente pas d'ici là⁵⁸.

La politique iranienne de l'Allemagne a été et doit toujours être considérée comme une mesure visant à la diversification stratégique de ses sources d'approvisionnement. Celle-ci a actuellement pour but moins de poursuivre le "dialogue critique" que de faire le grand écart entre d'une part la nécessité de condamner en premier lieu à l'échelle internationale les ambitions nucléaires de l'Iran et, d'autre part, la nécessité de la diversification de ses sources d'approvisionnement en matières premières. La dépendance vis-à-vis des produits pétrochimiques constatée depuis l'ère Adenauer est certainement l'une des constantes les plus importantes et le restera, dans la mesure où l'Allemagne réussira à conforter son excédent d'exportation.

L'actuel programme nucléaire de l'Iran sert à assurer sa souveraineté et son hégémonie dans une région marquée depuis longtemps par son instabilité. La course manifeste aux armes nucléaires est déjà un affront contre l'Occident, mais aussi possiblement un signe à destination de la Russie et peut être-aussi dans une moindre mesure de la Chine.

Par ailleurs, il ne faut absolument pas sous-estimer qu'une des grandes faiblesses de l'économie iranienne d'aujourd'hui réside dans le fait qu'environ 40 % de la production de pétrole brut sert à la production d'énergie dans le pays lui-même, au lieu de servir à l'acquisition de devises bien plus précieuses (85 % des entrées de devises et 50 % du budget de l'État proviennent de l'exportation de pétrole). En ce sens, la construction de la centrale nucléaire de Bushehr est bien davantage encore qu'un simple objet de prestige de la politique et a en outre sur le long terme une signification économique majeure pour l'Iran et pour la région dans son ensemble.

L'un des enseignements allemands de l'avant-guerre et l'une des constantes de l'après-guerre est la conclusion que la Bundeswehr peut être considérée comme l'un des outils de la politique étrangère de l'Allemagne, mais pas comme un moyen (de pression) destiné à sécuriser ses énergies. Si l'on veut assurer la crédibilité de l'Allemagne dans la région, il faut absolument s'y tenir.

⁵⁷ Sans auteur, EU diskutiert Iran-Sanktionen (L'Union européenne discute les sanctions contre l'Iran), dans : *Süddeutsche Zeitung* du 22.01.2007, p. 7.

⁵⁸ À propos de la fragilité des livraisons russes de pétrole ("Öldurchleitungsstreit") à destination de l'Europe de l'Ouest. Cf. entre autres, sans auteur, *Bangen in Deutschland um Ölversorgung* (Inquiétude en Allemagne à propos des approvisionnements en pétrole), dans : *Süddeutsche Zeitung* du 09.01.2007, p. 1.

L'Allemagne est actuellement le seul pays participant aux négociations relatives au conflit nucléaire iranien qui ne dispose pas d'un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies. La poursuite de sa politique iranienne du "dialogue critique" ne peut être couronnée de succès que si elle dispose d'un véritable moyen de pression. Dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, la fourniture de haute technologie et le soutien apporté à la construction des installations nucléaires constituaient des moyens permettant de maintenir le dialogue.

Le gouvernement doit engager à nouveau la "rentabilisation" du haut standard technique existant encore dans de nombreux domaines de l'économie allemande et consolider son avance.

Une coopération étroite avec les États de la région doit être intensifiée pour nouer de nouvelles relations. L'isolation ne conduit qu'à la radicalisation. Le rôle classique de médiateur joué depuis Bismarck entre les États-Unis et le Proche-Orient ainsi que par exemple l'intervention pour le compte et au nom de l'Union européenne devrait redevenir partie intégrante de la politique étrangère allemande.

En l'occurrence, on ne saurait en aucun cas lier le problème nucléaire à la seule personne du président Ahmadinedjad⁵⁹. Il faut appréhender la politique en toute connaissance de la pluralité de la société iranienne ainsi que de celle des groupes politico-religieux sur long terme et non pas au jour le jour. L'Iran comme l'Afghanistan et l'Irak, mais aussi l'Afrique de l'Est, doivent, compte tenu de l'instabilité de la région ainsi que des activités des extrémistes fondamentalistes, rester dans l'angle de mire de la politique étrangère de l'Allemagne. Les considérations d'ordre purement national entrent dans l'analyse mais ne contribuent pas nécessairement à une solution immédiate du problème. Le Proche-Orient, évoqué comme sous-système global au début de ce mémoire, ne saurait être stabilité ni à l'intérieur ni de l'extérieur par la guerre.

Une prise d'influence indirecte, se déroulant souvent à l'arrière-plan et tenant aussi compte de facteurs "doux", a été pratiquée par l'Allemagne avec succès – à de rares exceptions près – au travers d'une coopération économique avec et vis-à-vis de l'Iran.

Il faut y revenir, tel que l'a expliqué la chancelière fédérale Angela Merkel à l'occasion de la Conférence sur la sécurité s'étant tenue à Munich en février 2006⁶⁰. Il faut répondre à la question de savoir ce qu'on peut et ce qu'on veut faire vis-à-vis de l'Iran qui, en reconnaissant les accords correspondants de l'AIEA, ambitionne de produire de l'énergie nucléaire et en dispose peut-être même déjà. La discussion de savoir si l'Iran a accès, ou non, à l'énergie nucléaire est possiblement imaginable au niveau de la "moral-politik", à mes yeux toutefois entièrement superflu au niveau de la "real-politik".

Il me semble autrement plus prometteur que l'Iran ne soit pas isolé mais stabilisé au travers du commerce. Cette influence extérieure positive doit être explicitée à la population iranienne afin que les extrémistes, y compris au sens figuré, soient privés de terre nourricière. Dès la mi-janvier des

⁵⁹ L'ancien chancelier fédéral Helmut Schmidt attira l'attention sur cette situation lors d'une interview en avril 2006. Cf. sans auteur, *Interview mit Helmut Schmit (Interview avec Helmut Schmidt)*, dans : Hamburger Abendblatt du 23 avril 2006, p. 4.

⁶⁰ Cf. HACKE, Christian, *ibid.*, p. 7.

voix s'élevant contre le président Ahmadinedjad se sont fait entendre en Iran, selon lesquelles si les recettes procurées par le pétrole finançaient le programme nucléaire, elles ne nourrissaient pas la population⁶¹. Ces courants devraient être soutenus dans un but précis par des livraisons de marchandises et des investissements et faire l'objet de comptes rendus dans les médias et être "travaillés" au lieu de mettre sur pied des potentiels de menaces qui soudent plus encore la population face au danger venant de l'extérieur.

Il faut poser la question de savoir si la région ne serait pas plus sûre à long terme si l'Iran était Hégémon justement avec toutes les responsabilités et les devoirs que cela impliquerait aussi. Si de l'extérieur le peuple iranien était pris pour ce qu'il veut être depuis des siècles, ceci lui conférerait une position dans laquelle il serait obligé de coopérer. L'Iran est très conscient de ses faiblesses dans toute cette agitation officielle et dans la confrontation internationale. La force en matière de politique étrangère concomitante aux déchirements de la politique intérieure n'est que trop connue des Allemands depuis l'époque de l'Empire. Un Iran en déliquescence n'est en aucun cas de l'intérêt du monde occidental.

L'Allemagne peut et doit, en considération de ses propres intérêts économiques et pour la simple raison qu'elle ne s'est jamais établie dans la région historiquement sur le long terme en tant que force militaire, remplir son rôle de médiateur particulier plus "tranquille". Elle doit s'activer dans le concert des intervenants et rester constante.

L'Allemagne – l'Europe dans son ensemble – doit exiger avec insistance, d'entrer en contact avec les acteurs de la région et c'est sans aucun doute l'Iran en premier – mais aussi la Syrie – sans se livrer à des reproches moraux. Le "mot magique" en l'occurrence s'appelle *Realpolitik* et non pas diabolisation.

Le rôle de l'Allemagne est aujourd'hui historiquement perçu comme essentiellement positif par l'Iran. L'Allemagne peut réussir, à soutenir les forces modérées en Iran mais aussi jouer l'intermédiaire entre les courants contraires à l'Est et à l'Ouest, mais aussi en Europe. Ceci n'est pas toujours spectaculaire, mais demande de la politique étrangère allemande la stricte volonté de s'engager contre les résistances.

⁶¹ Cf. sans auteur, *Unmut über Ahmadinedschad im eigenen Land* (Mécontentement à l'égard d'Ahmadinedjad dans son propre pays) , dans : *Süddeutsche Zeitung* du 20/21.01.2007, p. 9. Même le chef religieux Khamanei s'oppose publiquement à cette politique.

ANNEXE 1



Illustration n° 1 – Étendue géographique de la Perse

La région du Proche-Orient, objet de la présente analyse, comporte les États arabes d'Égypte, de Syrie, du Liban, d'Irak, de Jordanie, d'Arabie Saoudite ainsi que du Koweït. Pour des raisons de géographie et de politique, la Turquie, Israël et l'Iran y seront associés. Les pays du Maghreb et le Soudan ainsi que les émirats du Golfe persique, encore occupés à l'époque par la Grande-Bretagne, ne seront pas pris en considération.

On n'établira pas de distinction plus avancée à propos de l'utilisation impropre du terme "Middle-East" ou "Moyen-Orient" et le terme allemand de "Naher-Osten" (Proche-Orient). On utilise en l'occurrence les désignations préconisées par le ministère fédéral des Affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne.

Il reste que, géographiquement, la Perse fait partie du Proche-Orient et que la Perse historique comprend aujourd'hui non seulement l'Iran mais aussi des parties de l'Afghanistan et du Pakistan.

ANNEXE 2

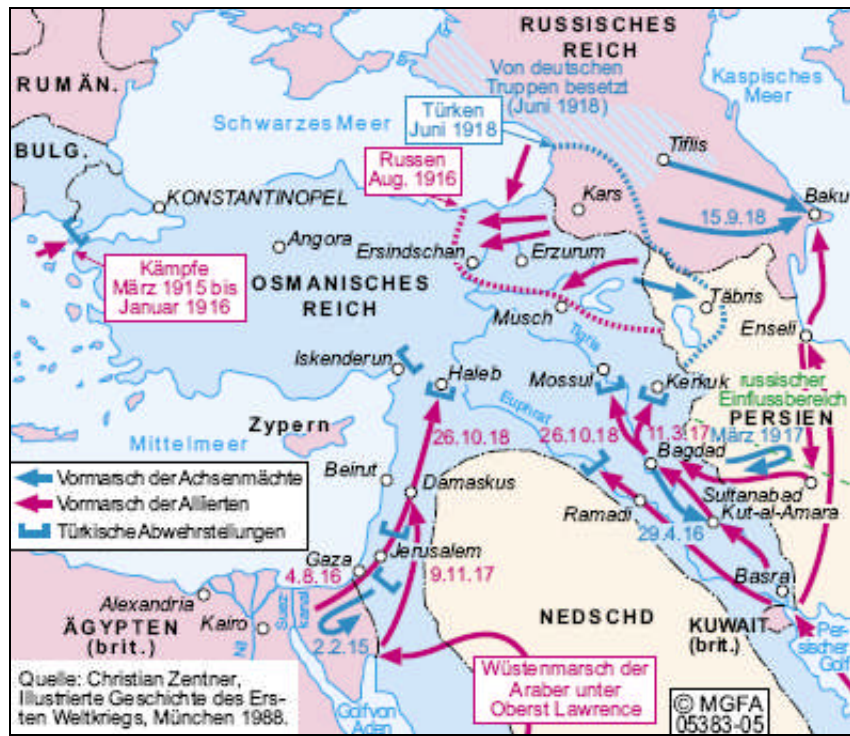


Illustration n° 2 – Les combats au Proche-Orient – 1914-1918

ANNEXE 3

	ALLEMAGNE	
	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
	(%)	(%)
1921/1922	0,13	0,49
1932/1933	8,14	8,23
1936/1937	19,97	21,99
1939/1940	47,70	43,68

Illustration n° 3 – Développement des relations commerciales
entre l'Allemagne et l'Iran entre 1921 et 1941 ⁶²

⁶² Cf. BERGGÖTZ Sven Olaf, Nahostpolitik in der Ära Adenauer – Möglichkeiten und Grenzen 1949 – 1963 (Politique proche-orientale à l'ère Adenauer – Possibilités et limites 1949-1963), Düsseldorf, 1998, p. 43 et suivantes.

ANNEXE 4



Illustration n° 4 – Présence militaire des Etats-Unis
dans l'environnement de l'Iran

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- BONIFACE Pascal, Atlas des relations internationales, sous la direction de Pascal BONIFACE, Paris, 2003.
- VICTOR Jean-Christophe, Le dessous des cartes, Paris, 2006.

ARTICLES DE PRESSE ET REVUES EN FRANÇAIS

- DAGUZAN Jean-François, 2004, « La Méditerranée au prisme du nouveau panorama stratégique », Défense nationale, p. 101-113.

OUVRAGES EN ALLEMAND

- MÖLLER Harald, Geheime Waffenlieferungen der DDR im ersten Golfkrieg an Iran und Irak (Livraisons secrètes d'armes à l'Iran et à l'Irak par la RDA au cours de la première guerre du Golfe) 1980-1988, Berlin, 2002.
- BERGGÖTZ Sven Olaf, Nahostpolitik in der Ära Adenauer – Möglichkeiten und Grenzen 1949 – 1963 (Politique proche-orientale à l'ère Adenauer – Possibilités et limites 1949-1963), Düsseldorf, 1998.
- GALL, Lothar, Bismarck – Der weise Revolutionär, (Bismarck - Le révolutionnaire avisé) 1980Verlag Ullstein.
- GENSCHER Hans-Dietrich, Erinnerungen (Souvenirs), Berlin, 1995.
- HAFFNER Sebastian, Von Bismarck zu Hitler – ein Rückblick (De Bismarck à Hitler – une rétrospective), Munich, Éd- Kindler, 1987.
- KRECH Hans, Deutsche Aussenpolitik für die strategische Sicherung der Erdöl- und Erdgasversorgung der Bundesrepublik Deutschland bis 2050 (Politique étrangère allemande visant à la sécurisation des approvisionnements en pétrole et en gaz naturel jusqu'en 2050), Berlin, 2006.
- Presse- und Informationszentrum des Deutschen Bundestages, Fragen an die deutsche Geschichte, (Centre de presse et d'information du Bundestag, Questions à l'histoire allemande) Bonn, 1983.

ARTICLES DE PRESSE ET REVUES EN ALLEMAND

- HACKE Christian, Mehr Bismarck, weniger Habermas – ein neuer Realismus in der deutschen Aussenpolitik ? (Davantage de Bismarck et moins de Habermas – un nouveau réalisme dans la politique étrangère allemande ?), Dans : Internationale Politik, Édition juin 2006.
- Sans auteur, Anfrage der Fraktion BÜNDNIS 90/ DIE GRÜNEN zur Iran-Politik der Bundesregierung (Interrogation de la Coalition 90/Les verts au gouvernement fédéral à propos

- de la politique iranienne), Bundestagsdrucksache (Édition du Bundestag) 13/1973 du 06.07.1995.
- Sans auteur, Antwort der Bundesregierung auf eine Grosse Anfrage der Fraktion BÜNDNIS 90/ DIE GRÜNEN zur Iran-Politik der Bundesregierung, (Réponse du gouvernement fédéral à une grande interrogation de la Coalition 90/Les Verts à propos de la politique iranienne), Bundestagsdrucksache (Édition du Bundestag) 13/3483 du 16.01.1996.
 - Sans auteur, Bängen in Deutschland um Ölversorgung (Inquiétude en Allemagne à propos des approvisionnements en pétrole), dans : Süddeutsche Zeitung du 09.01.2007, p. 1.
 - Sans auteur, Deutsch-iranisches Raffinerievorhaben (Projet de raffinerie germano-iranienne), Arbeitsblatt für die Dokumentation des BMVg (Fiche de travail destinée à la documentation du ministère fédéral de la Défense (non classifiée), Tome 26, Cahier 10, octobre 1973.
 - Sans auteur, EU diskutiert Iran-Sanktionen (L'Union européenne discute des sanctions à prendre contre l'Iran), dans : Süddeutsche Zeitung du 22.01.2007, p. 7.
 - Sans auteur, Interview mit Helmut Schmidt (Interview avec Helmut Schmidt), dans : Hamburger Abendblatt du 23.04.2006, p. 4.
 - Sans auteur, Unmut über Ahmadinedschad im eigenen Land (Mécontentement à l'égard de Ahmadinedjad dans son propre pays) , dans : Süddeutsche Zeitung du 20/21.01.2007, p. 9.
 - Sans auteur, USA mahnen China wegen Iran-Geschäften (Les USA mettent la Chine en garde à propos de ses affaires avec l'Iran), dans : Süddeutsche Zeitung du 11.01.2007, p. 8.
 - Sans auteur, Waffen aus Moskau für Iran (Armes en provenance de Moscou pour l'Iran), dans : Süddeutsche Zeitung vom 17.01.2007, p. 7.
 - PAPCKE Sven, Zur Neuorientierung deutscher Aussenpolitik (De la réorientation de la politique étrangère de l'Allemagne), dans : Aus Politik und Zeitgeschichte, Édition B12/98, 1998, Bonn, p. 3-13.
 - STEINBACH Udo, Iran im aussenpolitischen Aufbruch (L'Iran prend un nouveau départ en matière de politique étrangère), dans : Deutsche Aussenpolitik (Politique étrangère allemande), 1974, Bonn, p. 315 – 326.
 - VON AMEROGEN Otto Wolff, Aussenwirtschaft und Aussenpolitik (Économie extérieure et politique étrangère, dans : Politisches Seminar der Staatsbürgerlichen Vereinigung 1954 e.V., Bergisch Gladbach 1958, p. 129-139.

OUVRAGES, ARTICLES DE PRESSE ET REVUES EN ANGLAIS

- BINDER Leonard, The Middle East as a Subordinate International System, dans : World Politics, Tome 10 (1957/58), p. 408-429.
- LANE Charles, Changing Iran: Germany's new Ostpolitik, dans : US Foreign Affairs, 1995, 6e édition (Nov/déc), p. 77-89.
- TEIMOURIAN Hazhir, Facing up to Iran, dans : Jane's Intelligence Review (UK), 1996, 8e édition, p. 126-128.

SITES D'INTERNET

- HAUKE Haien: Die Krise der deutschen Kolonialpolitik. Die grossen Aufstände in Deutsch-Südwestafrika und Deutsch-Ostafrika 1904-07 (La crise de la politique coloniale allemande. Les grandes révoltes dans le sud-ouest africain allemand et l'est africain allemand 1904-1907, en ligne sur : Internet : URL: <http://members.aol.com/haukehaien/>
- Sans auteur, Hermes-Bürgschaften, http://www.agaportal.de/pages/aga/grundzuege/grundzuege_exportkredit.html.
- VENNEBUSCH Bernd, Die iranische Aussenpolitik im Spiegel der Botschaftsdokumentation der DDR in Teheran 1972-86 (La politique étrangère iranienne mise en lumière par les archives de l'ambassade de la RDA à Téhéran 1972-1986), <http://web.uni-bamberg.de/split/iranistik/Vennebusch.pdf>.

TABLE DE MATIERE

INTRODUCTION	1
1 PREMIERE PARTIE : L'INFLUENCE ALLEMANDE APRES L'ERE DE BISMARCK JUSQU'A LA DEFAITE DU TROISIEME REICH	2
1.1 La politique étrangère de Bismarck et son héritage politique	2
1.2 L'Empire allemand du début du XXe siècle jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale	5
1.3 La République de Weimar	7
1.4 Le Troisième Reich jusqu'en 1945	8
2 DEUXIEME PARTIE : LA POLITIQUE ETRANGERE IRANIENNE DE L'ALLEMAGNE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE ETJUSQU'A LA REUNIFICATION.....	10
2.1 La réorientation de la politique étrangère allemande après la fin de la guerre et l'influence exercée par Adenauer.....	11
2.2 La guerre froide, la souveraineté limitée et la naissance du "dialogue critique"	12
2.3 La réunification, le nouveau rôle international ainsi que le « dialogue critique » sous le chancelier Kohl.....	16
2.4 La politique étrangère de la République démocratique allemande.....	19
3 TROISIEME PARTIE: LA SITUATION ACTUELLE DE L'IRAN ILLUSTRÉE PAR DES ASPECTS CHOISIS	21
3.1 Les relations de l'Iran avec l'Irak et la Turquie	21
3.2 Le rôle spécifique de l'Afghanistan.....	23
3.3 Les relations économiques réciproques entre l'Allemagne et l'Iran	24
RESUME ET CONCLUSIONS.....	26
Illustration n° 1 – Étendue géographique de la Perse.....	31
Illustration n° 2 – Les combats au Proche-Orient – 1914-1918.....	32
Illustration n° 3 – Développement des relations commerciales entre l'Allemagne et l'Iran entre 1921 et 1941	33
Illustration n° 4 – Présence militaire des Etats-Unis dans l'environnement de l'Iran.....	34
BIBLIOGRAPHIE.....	35
TABLE DE MATIERE.....	38